



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**direction  
départementale des  
Territoires et de la  
Mer**

**PREFECTURE DU NORD**

**Service  
Urbanisme &  
Connaissance des  
Territoires  
Cellule Gestion &  
Valorisation de  
Données**

# CAHIER DES CONTRIBUTEURS

**62 Boulevard de  
Belfort  
CS 90007  
59042 Lille cedex  
téléphone :  
03.28.03.83.00  
télécopie :  
03.28.03.83.01  
mél. [www.nord.  
developpement-  
durable.gouv.fr](mailto:www.nord.developpement-durable.gouv.fr)**

## **ELEMENTS COMMUNIQUEES PAR:**

- LES SERVICES DE L'ETAT, COLLECTIVITES LOCALES, ETABLISSEMENTS PUBLICS
- LES CONCESSIONNAIRES DE SERVICES OU DE TRAVAUX PUBLICS
- LES ENTREPRISES PRIVEES EXERCANT UNE ACTIVITE D'INTERET GENERAL

**Monsieur le Préfet du NORD**  
**Direction Départementale**  
**Des Territoires et de la Mer**  
Service Environnement et  
Connaissance des territoires  
62, Boulevard de Belfort  
CS 90007  
59042 Lille Cedex

Arrivée SUDT	
03 FEV. 2014	
AGS	
PALE QV2	0
AST	
Porteur TS DUM	
SAISON 2013	
Porteur C. DUM	
A l'attention de :	
Monsieur le Préfet	

N/Réf : DPE/SVRD/MS/fc 104749

Affaire suivie par Martine Knockaert  
Objet : Révision du PLU de Le Cateau Cambresis

Douai, le **31 JAN. 2014**

Monsieur le Préfet,

Suite à votre courrier du 09/01/2014 concernant le projet de PLU sur la commune de Le Cateau Cambresis, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les documents listés ci-dessous. Je vous informe également que des données complémentaires peuvent être disponibles auprès des animateurs de SAGE.

Etat des rivières

- ☐ Carte de l'état écologique 2010-2011  
☐ Carte de l'état chimique 2011

Etat des eaux souterraines

- ☐ Carte de l'état chimique 2011

Protection des captages

- ☒ Périmètres de protection des captages sur le secteur d'étude  
*Cette carte est réalisée à partir des données de la base de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et vous est fournie à titre indicatif. Pour tout complément, merci de contacter l'Agence Régionale de Santé, administration responsable des périmètres de protection.*  
☐ Aucune information disponible sur ce thème

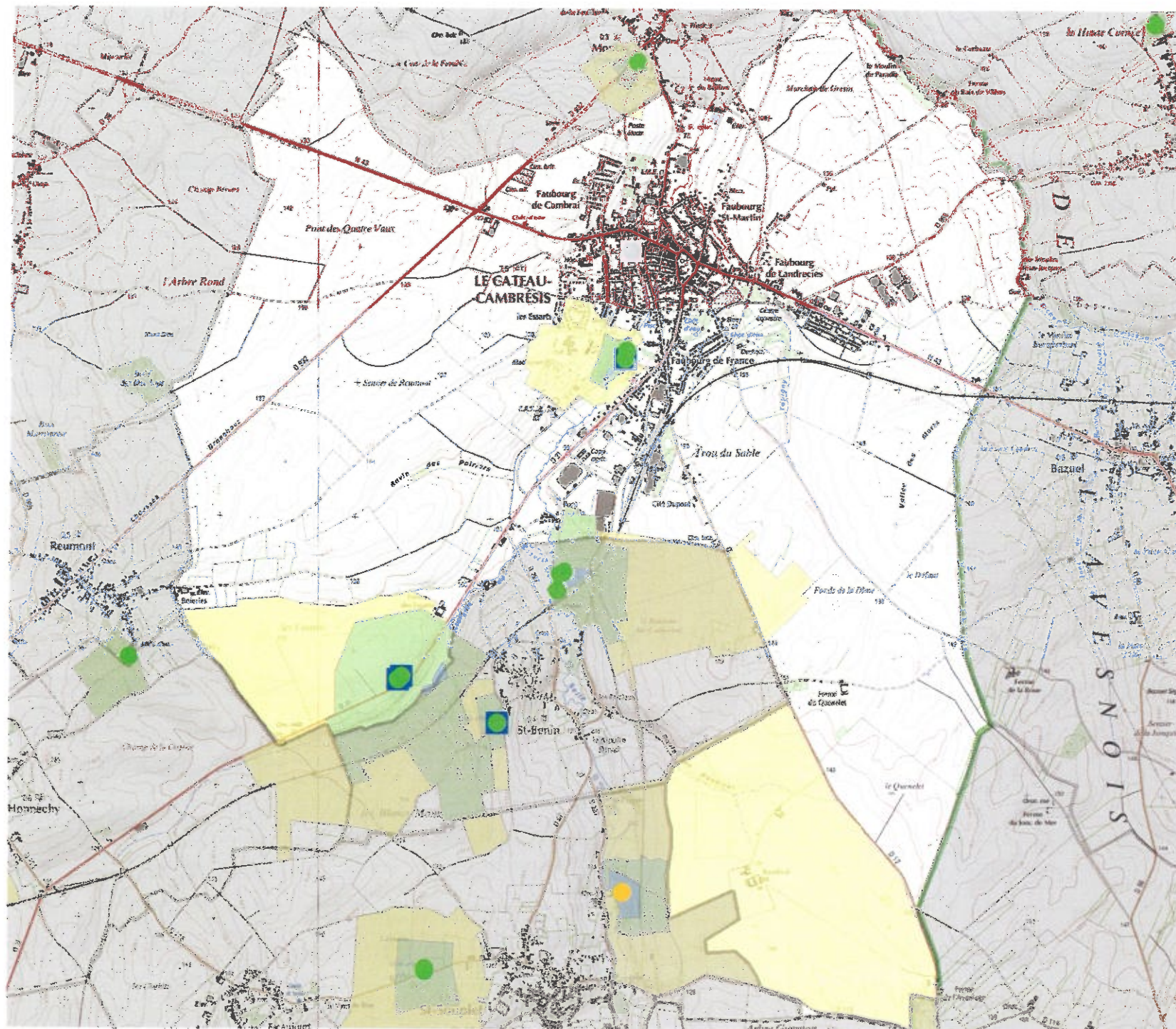
Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

La Chef de Service  
Valorisation et rapportage des données



**MELINA SEYMAN**

# Utilisation de la ressource en eau LE CATEAU CAMBRESIS



## ETAT DES CAPTAGES EN EAU POTABLE

Abandonné (fermé)

Actif

En projet

Perspective d'abandon

## PROTECTION DES CAPTAGES EN EAU POTABLE

Non engagé

Engagé par convention

Etablissement rapport H.G.A.

1er jour d'enquête ou CDH

Fin de consultation

D.U.P.

Publication aux Hypothèques

## PERIMETRE DE PROTECTION DES CAPTAGES

Périmètre immédiat

Périmètre rapproché

Périmètre éloigné

0 0,3 0,6 1,2 Km



IGN SCAN250, A.E.A.P.  
Agence de l'Eau Artois Picardie  
UTILISATION DE LA RESSOURCE EN EAU 10.0.mxd  
f.collin-27/01/2014



**AIR LIQUIDE**  
**SERVICE CANALISATION**  
Rue Ariane  
59119 WAZIERS  
Tel : 03.27.92.36.48  
Fax : 03.27.92.36.74

**DDTM du Nord**  
**S.U.C.T**  
**Mme Martine KNOCKAERT**  
62 Bd de Belfort  
CS 90007  
59019 LILLE CEDEX

Waziers le : 16 Janvier 2014

Madame,

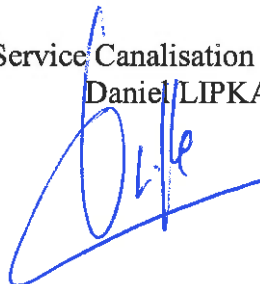
Nous avons bien reçu votre courrier concernant la révision du PLU de la commune de Le Cateau en Cambrésis, et vous en remercions.

Nous vous informons que nous n'avons aucun ouvrage sur cette commune, nous ne formulons aucune remarque sur ce projet.

Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information, et nous vous prions d'agréer Madame, nos sincères salutations

Cotisation arrivé SUCT	
Le 20 JAN 2014	
Pôle ADS	
Pôle GVD	
AST	
Sandrine TAQUIN	
Secrétaire	
Pierre COPPIN	
à donner <input type="radio"/>	
à donner <input checked="" type="radio"/>	

Service Canalisation et Domanial Nord France  
Daniel LIPKA



## Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT : LE CATEAU-CAMBRESIS(59136) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
8606	D	25/06/93	PT2LH	F62	50° 6' 54" N	3° 24' 25" E	0.0 m	CAUDRY/42 R GUSTAVE DELORY 0590220011	LE CATEAU-CAMBRESIS/BOSQUET DE 0590220047
Communes grevées : BEAUMONT-EN-CAMBRESIS(59059), LE CATEAU-CAMBRESIS(59136), CAUDRY(59139), INCHY(59321), MONTAY(59412), TROISVILLES(59604),									

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
8686	D	25/06/93	PT2	F62	50° 6' 35" N	3° 33' 31" E	0.0 m	LE CATEAU-CAMBRESIS/BOSQUET DE 0590220047	
Communes grevées : LE CATEAU-CAMBRESIS(59136),									

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
8689	D	16/06/93	PT1	F62	50° 6' 28" N	3° 32' 30" E	0.0 m	LE CATEAU-CAMBRESIS/R FONTEEAY 0590220049	
Communes grevées : LE CATEAU-CAMBRESIS(59136), MONTAY(59412),									

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
8690	D	25/06/93	PT2	F62	50° 6' 28" N	3° 32' 30" E	0.0 m	LE CATEAU-CAMBRESIS/R FONTEEAY 0590220049	
Communes grevées : LE CATEAU-CAMBRESIS(59136),									

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
F62	FRANCE TELECOM Mme SCHULTZ Lydie	Réseau ADSL/Support TRANS-FO Rue Paul Sion	62307	LENS CEDEX	03.21.69.73.85	03.21.69.79.65

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfetures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site [www.cartoradio.fr](http://www.cartoradio.fr) recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

Document arrive SUCT  
10 FEB. 2014

Pole ADS	
Pole CVD	0
ACT	
SANCTION	0
Secours	
Médecin	

010

**VOS REF. :**

**NOS REF. :** LE-CDI-LIL-SCET-14-00010

**INTERLOCUTEUR :** Stéphanie PINCEDE

**TEL. : 03 20 13 67 92**

**FAX :** 03 20 13 68 74

DDTM du NORD

Service Urbanisme et Connaissance des Territoires

62 Boulevard de Belfort

CS 90007

59042 LILLE Cedex

A l'attention de Madame KNOCKAERT

**OBJET :** PLU de la commune du CATEAU CAMBRESIS  
Département du NORD

Marcq en Baroeul, le

06 FEV. 2014

Madame,

En réponse à votre lettre ci-dessus référencée, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance les observations suivantes :

## OUVRAGES EXISTANTS

Nous vous adressons l'annexe 14 pour insertion dans la liste des servitudes d'utilité publique.

## OUVRAGES FUTURS

A ce jour, cette commune n'est pas concernée par le plan d'évolution à court terme de notre réseau HT et THT.

Par ailleurs, nous souhaiterions recevoir, dès que le projet de révision du plan local d'urbanisme sera arrêté le dossier complet.

## TRAVAUX A PROXIMITE D'OUVRAGES ELECTRIQUES

Pour ce qui concerne les projets de construction à proximité des ouvrages électriques, et afin de vérifier la conformité de ceux-ci à l'arrêté technique inter-ministériel en vigueur nous vous invitons à vous rapprocher du Groupe Maintenance Réseau (GMR) du Centre Maintenance Lille :

RTE - GMR FLANDRE-HAINAUT

41 rue Ernest Macarez

59300 VALENCIENNES

Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, l'assurance de notre considération distinguée.

P.J. : - 1 plan  
- 1 annexe I4

~~Pierrick TANGUY~~

Directeur Adjoint  
Chef du Service Concertation  
Environnement Tiers

TRANSPORT ÉLECTRICITÉ NORD EST

Groupe Ingénierie Maintenance Réseau  
62, RUE LOUIS DELOS - TSA 71012  
59709 MARCQ EN BAROEUL CEDEX  
TEL : 03 20 13 66 00 FAX : 03 20 13 68 70

RTE, Réseau Transport d'Électricité  
société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
au capital de 2 132 285 690 euros  
R.C.S.Nanterre 444 619 258



[www.rte-france.com](http://www.rte-france.com)

## ELECTRICITE

### 1 - GENERALITES

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (ouvrages du Réseau Public de Transport (RPT) et du Réseau Public de Distribution (RPD)).

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

Articles 12 et 12 bis de la Loi du 15 juin 1906 modifiée.

Article 35 de la loi N°46-628 du 8 Avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Loi N° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

Ordonnance N°58-997 du 23 Octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 Avril 1946.

Décret N°67-886 du 6 Octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 et confiant au Juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret N°70-192 du 11 Juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi N°46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.

Circulaire N°70-13 du 24 Juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 Juin 1970).

Article L.126 du code de l'urbanisme issu de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée, précisant que les PLU et les POS restant doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol (ouvrages existants et à construire).

## 2 - PROCEDURES D'INSTITUTION

### A - PROCEDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (article 35 de la loi du 8 Avril 1946),
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'Etat des départements des communes ou syndicats de communes (article 299 de la loi du 13 Juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique.

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes sans recours à l'expropriation est obtenue conformément aux dispositions des chapitres II et III du décret du 11 Juin 1970 susvisé. Elle est prononcée par arrêté préfectoral ou par arrêté du ministre chargé de l'Electricité et du Gaz selon les caractéristiques des ouvrages concernés telles qu'elles sont précisées auxdits chapitres.

La DUP d'un projet de ligne aérienne ou souterraine, est la reconnaissance de l'intérêt général qu'il présente.

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 Juin 1970 en son titre II.

A défaut d'accord amiable avec les propriétaires, le concessionnaire adresse au Préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en Chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le Préfet prescrit alors une enquête d'une durée de 8 jours. Le demandeur notifie aux propriétaires concernés, les travaux projetés.

Le demandeur après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au Préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 Juillet 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance desdites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (décret du 6 Octobre 1967, article 1).

B - INDEMNISATION

Les indemnités dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 Juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des seules servitudes.

Le préjudice purement éventuel et non évaluable en argent ne peut motiver l'allocation de dommages et intérêts, mais le préjudice futur, conséquence certaine et directe de l'état actuel des choses, peut donner lieu à indemnisation.

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires résulte du protocole d'accord conclu entre EDF, RTE, l'APCA et la FNSEA le 20 décembre 2005.

En cas de litige l'indemnité est fixée par le Juge de l'expropriation conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du décret du 6 Octobre 1967 (article 20 du décret du 11 Juin 1970).

Ces indemnités sont à la charge du concessionnaire de la ligne. Les modalités de versement sont fixées par l'article 20 du décret du 11 Juin 1970.

Les indemnisations dont il est fait état ne concernent pas la réparation des dommages survenus à l'occasion des travaux. Ces dommages (dégâts instantanés) font l'objet d'une indemnisation propre définie par le protocole signé entre EDF, RTE, APCA, FNSEA, SERCE le 20 décembre 2006.

C - PUBLICITE

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté préfectoral instituant les servitudes de passage des lignes électriques.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

### 3 - EFFETS DE LA SERVITUDE

#### A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

##### 1°) Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrage pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, sous les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que ces propriétés soient ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 Décembre 1925 les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des cultures.

Droit pour le bénéficiaire de couper les arbres et les branches d'arbres qui se trouvent à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

##### 2°) Obligations de faire imposées au propriétaire

- Néant

#### B - LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

##### 1°) Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après en avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible et s'il est nécessaire d'accéder sur des toits ou terrasses.

##### 2°) Droits résiduels du propriétaire

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir ; ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée, le concessionnaire.

Les règles déterminant les distances à respecter entre les ouvrages et toute construction sont définies dans l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Les travaux à proximité de ces ouvrages sont réglementés par le décret 65-48 du 8 Janvier 1965 modifié qui interdit à toute personne de s'approcher elle-même ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'elle utilise à une distance inférieure à 5 mètres des pièces conductrices nues normalement sous tension. Il doit être tenu compte, pour déterminer cette distance, de tous les mouvements possibles des pièces conductrices d'une part, et de tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés d'autre part.

Tout projet de construction à proximité des ouvrages existants repris ci-dessous, doit être soumis pour accord préalable à :

DREAL NORD – PAS DE CALAIS  
44, rue de Tournai  
BP 259  
59019 LILLE CEDEX

Liste des lignes électriques et postes :

- Poste 63 kV LE CATEAU
- Ligne 63 kV LE CATEAU – SOLESMES
- Ligne 63 kV LE CATEAU – LE PERIZET
- Ligne 2 x 400 kV LONNY – MASTAING 2 et 3

3°) Espaces Boisés Classés (EBC) et Ouvrages Electriques

Il est rappelé que si une servitude a été instituée ou un couloir réservé, qu'il s'agisse d'une ligne HT ou THT, les POS ou PLU concernés ne doivent pas faire figurer en EBC les terrains surplombés par les lignes électriques. Un tel classement constituerait une erreur de droit. Une procédure de révision devrait être alors engagée pour supprimer l'EBC figurant sous les lignes dont il s'agit.

# Plan de zonage du réseau de transport électrique de tension $\geq 45$ kV

(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 - arrêté du 16 novembre 1994)

Commune de

**LE CATEAU CAMBRESIS**



Fond de carte IGN SCAN25 / 2607 Est  
droit de reproduction 90-1007

limites de commune

zonage du réseau de transport  
(aérien et souterrain)

échelle : 1/25000

date d'édition : Juin 2004

Les Demandes de Renseignements et les Déclarations  
d'Intention de Commencement de Travaux sont à  
renvoyer à :

RTE Groupe Exploitation Transport FLANDRE - HAINAUT

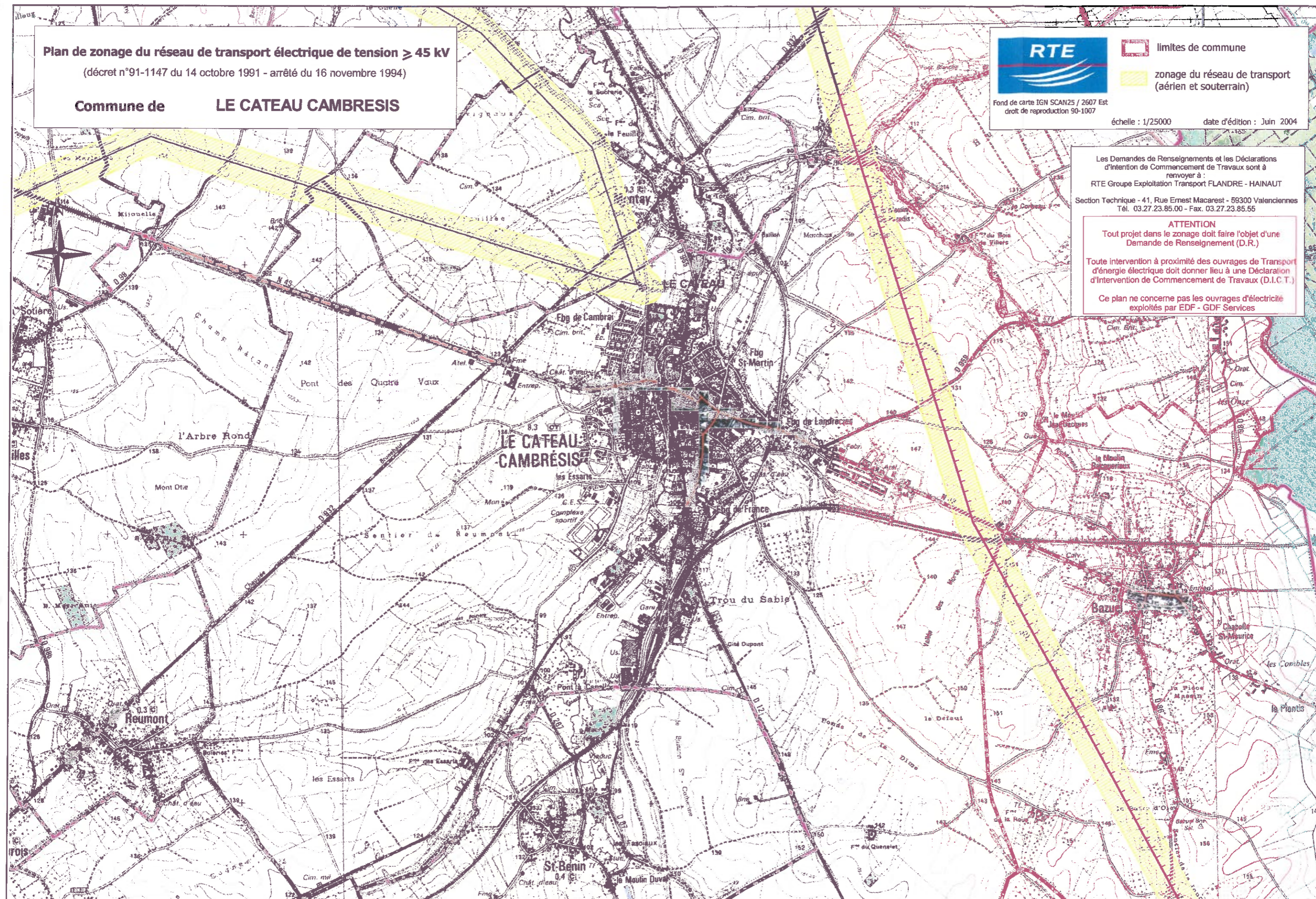
Section Technique - 41, Rue Ernest Macarest - 59300 Valenciennes  
Tél. 03.27.23.85.00 - Fax. 03.27.23.85.55

## ATTENTION

Tout projet dans le zonage doit faire l'objet d'une  
Demande de Renseignement (D.R.)

Toute intervention à proximité des ouvrages de Transport  
d'énergie électrique doit donner lieu à une Déclaration  
d'Intervention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.)

Ce plan ne concerne pas les ouvrages d'électricité  
exploités par EDF - GDF Services



DDTM du Nord  
Service Urbanisme et connaissance des  
territoires  
62 Boulevard de Belfort  
CS 90 007  
59 042 LILLE CEDEX

Lille, le 03 mars 2014

Nos réf. : LL/DTIN/ML  
Affaire suivie par : Marion Lecoutre  
Tél : 03.62.13.57.14

Objet : LE CATEAU-CAMBRESIS – Révision du PLU – Constitution du PAC et association

Monsieur le Préfet,

Par courrier adressé à nos services le 09 Janvier 2014, vous nous informez de la révision du Plan Local d'Urbanisme sur la commune de Le Cateau-Cambrésis.

Aussi, nous attirons votre attention sur plusieurs éléments constitutifs du Porter-à-Connaissance:

➤ **Report de la Servitude T1 et de sa notice explicative aux documents du PLU**

La commune de Le Cateau-Cambrésis est traversée par la ligne n° 242 000 qui relie Creil à Jeumont (ligne toujours exploitée) qui n'a fait l'objet d'aucun déclassement du domaine public ferroviaire.

Le domaine public ferroviaire est protégé par la servitude dite « T1 », instituée par la loi du 15 juillet 1845. Aussi, vous trouverez, ci-joint, copie du texte de la servitude qui doit figurer en annexe au PLU au titre des servitudes d'utilité publique. Nous vous remercions par avance de reporter, sur les documents graphiques, l'emprise de cette servitude. A cet effet, vous trouverez ci-joint la liste des parcelles ferroviaires concernées.

➤ **Inscription dans le rapport de présentation le fondement des articles R123-9 du Code de l'Urbanisme et la circulaire du 15 octobre 2004**

Nous vous invitons à inscrire dans le rapport de présentation les éléments relatifs à *"l'article R123-9 du Code de l'Urbanisme qui dispose que "des règles particulières peuvent être applicables aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif" et d'autre part, sur la circulaire du 15 octobre 2004 qui demande à Mesdames et Messieurs les Préfets de départements de veiller "à ce que les règles applicables dans les zones où sont situées ces emprises n'interdisent pas les travaux, installations et constructions nécessaires à l'activité ferroviaire".* qui justifie la caractéristique de service public de l'activité ferroviaire.

Nous vous rappelons en effet que le rapport de présentation doit quant à lui expliquer "les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de programmation et le règlement" conformément à l'article L.123-1-2 du Code de l'urbanisme.

➤ **Intégration des emprises ferroviaires dans les zonages avoisinants**

La loi SRU et la circulaire ministérielle du 5 octobre 2004 proscrivent le zonage "UF" destiné au domaine public ferroviaire.

L'objectif est de mieux intégrer le ferroviaire dans la ville et l'aménagement du territoire, et de participer à la mixité du tissu urbain. Il est préférable que les emprises ferroviaires soient intégrées dans un zonage cohérent avec l'environnement immédiat du domaine public ferroviaire, avec le PADD et les projets des entreprises ferroviaires tant en terme de mutation au profit de l'urbain, que de développement de projets ferroviaires. Une cohérence de règlement sur un périmètre intercommunal traversé par une même ligne serait idéale.

➤ **Cohérence des articles du règlement de zonage du PLU avec l'activité ferroviaire**

L'article R.123-9 du Code de l'Urbanisme précise que dans les règlements écrits, des règles particulières relatives aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent s'appliquer. Aussi, je vous remercie de prendre en considération la "notice d'intégration des emprises ferroviaires dans les zonages avoisants".

Pour information les aménagements, constructions et installations nécessaires au fonctionnement de l'activité ferroviaire sont la somme de toutes les infrastructures ferroviaires permettant le bon fonctionnement et la sécurité des circulations ferroviaires, notamment les bureaux, locaux de vie, salles de réunion, vestiaires et sanitaires, locaux de stockage de matériaux, ateliers, garages et car ports, parkings, aires de stockage de matériaux extérieurs, postes d'aiguillages et autres installations (électriques et ferroviaires) nécessaires à l'exploitation et l'entretien du réseau ferré national. Il serait intéressant d'ajouter cette définition au lexique annexé.

➤ **Compatibilité des périmètres de protection des boisements, éléments du paysage et du patrimoine avec l'activité ferroviaire**

Les articles L123-1-5 7° et L130-1 du Code de l'Urbanisme peuvent être incompatibles avec la servitude T1 qui impose notamment des distances à respecter en matière de plantation (arbre à haute tige, haie, taillis). Aussi, nous souhaitons nous assurer que ces périmètres que vous pourriez prévoir soient compatibles avec la servitude T1.

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la SNCF demande à être consultée sur tous les documents du PLU et sollicite à cet effet l'envoi d'un exemplaire du PLU arrêté.

Il convient de prendre en considération Réseau Ferré de France, établissement public et commercial créé le 1er janvier 1997, devenu propriétaire depuis cette date des biens constitutifs de l'infrastructure ferroviaire et des immeubles non affectés à l'exploitation des services de transport.

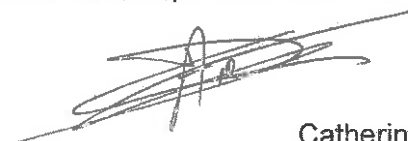
Dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme, la SNCF est mandatée par Réseau Ferré de France pour réaliser le suivi de l'élaboration de ces documents, mais n'est pas mandatée pour représenter RFF en réunion. Par conséquent, je vous remercie de faire parvenir les courriers d'invitation aux réunions des personnes publiques associées directement aux deux gestionnaires du chemin de fer. Afin de faciliter ces démarches, vous trouverez ci-après ces coordonnées :

<b>SNCF</b> Délégation Territoriale de l'Immobilier Nord Pôle VTI Perspective – 7 <sup>e</sup> étage 449, avenue Willy Brandt 59 777 EURLILLE	<b>Réseau Ferré de France</b> Direction Régionale Nord Pas-de-Calais et Picardie Service Patrimoine et Aménagement 100 Boulevard de Turin – Tour de Lille 59 777 EURLILLE
--	--

Nous rappelons qu'il est nécessaire de consulter systématiquement la SNCF avant d'envisager tout travaux à proximité des emprises ferroviaires (notamment permis de construire, permis d'aménager...). Cette demande est fondée sur l'article R111-2 du code de l'urbanisme qui prohibe la réalisation de constructions qui peuvent causer un danger pour la sécurité publique, ou être elles-mêmes soumises à un danger, et d'autre part sur l'article L2231-5 du Code des Transports qui prévoit une servitude interdisant la construction de bâtiments à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer.

Nous vous prions d'accepter, Monsieur le Préfet, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

La Responsable du Groupe Valorisation et Urbanisme



Catherine AIME

Pièces jointes:

- Notice technique pour le report de la servitude T1.
- Document explicatif sur la servitude T1.
- Liste des parcelles ferroviaires faisant l'objet de la servitude T1.
- Circulaire ministérielle du 5 octobre 2004.
- Notice d'intégration des emprises ferroviaires dans les zonages avoisinants.



## SERVITUDES RELATIVES AU CHEMIN DE FER ( T1 )

### I. - GENERALITES

Servitudes relatives aux chemins de fer.

Servitudes de grande voirie :

- alignement,
- occupation temporaire des terrains en cas de réparation,
- distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés,
- mode d'exploitation des mines, carrières, et sablières.

Servitudes spéciales pour les constructions, les excavations et les dépôts de matières inflammables ou non.

Servitudes de débroussaillage.

Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer - Décret du 22 mars 1942.

Code minier : articles 84 modifié et 107.

Code forestier : articles L 322-3 et L 322-4.

Loi du 29 décembre 1892 ( occupation temporaire ).

Décret-loi du 30 octobre 1935 modifié en son article 6 par la loi du 27 octobre 1942 relatif à la servitude de visibilité concernant les voies publiques et les croisements à niveau.

Décret n° 59-962 du 31 juillet 1959 modifié concernant l'emploi des explosifs dans les minières et carrières.

Décret du 14 mars 1964 relatif aux voies communales.

Décret n° 69-601 du 10 juin 1969 relatif à la suppression des installations lumineuses de nature à créer un danger pour la circulation des trains.

Décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives.

Fiche note 11.18 BIG n° 78-04 du 30 mars 1978.

## **II. - PROCEDURE D'INSTITUTION**

### **A. - PROCEDURE**

Application des dispositions de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, qui a institué des servitudes à l'égard des propriétés riveraines de la voie ferrée.

Sont applicables aux chemins de fer :

- les lois et règlements sur la grande voirie qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, haies et ouvrages, le passage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques ( articles 2 et 3 de la loi du 15 juillet 1845 ) ;
- les servitudes spéciales qui font peser des charges particulières sur les propriétés riveraines afin d'assurer le bon fonctionnement du service public que constituent les communications ferroviaires ( articles 5 et suivants de la loi du 15 juillet 1845 ) ;
- les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics ( loi du 29 décembre 1892 sur l'occupation temporaire ).

Les servitudes de grande voirie s'appliquent dans des conditions un peu particulières :

#### **Alignement**

L'obligation d'alignement s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que les gares, les cours de gare et avenues d'accès non classées dans une autre voirie ;

L'obligation d'alignement ne concerne pas les dépendances qui ne font pas partie du domaine public où seule existe une obligation éventuelle de bornage à frais communs.

L'alignement, accordé et porté à la connaissance de l'intéressé par arrêté préfectoral, a pour but essentiel d'assurer le respect des limites des chemins de fer.

L'administration ne peut pas, comme en matière de voirie, procéder à des redressements, ni bénéficier de la servitude de reculement ( Conseil d'Etat, arrêt Pourreyron du 3 juin 1910 ).

#### **Mines et carrières**

Si les travaux de recherches ou d'exploitation d'une mine sont de nature à compromettre la conservation des voies de communication, il y sera pourvu par le Préfet du département.

Les cahiers des charges des concessionnaires indiquent que ces derniers doivent obtenir des préfets des autorisations spéciales, lorsque les travaux doivent être exécutés à proximité des voies de communication. La distance étant déterminée dans chaque cas d'espèce.

## **B. - INDEMNISATION**

L'obligation de procéder à la suppression de constructions existantes au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ( article 10 de la loi du 15 juillet 1845 ), ouvre aux propriétaires un droit à indemnité fixée comme en matière d'expropriation.

L'obligation de procéder à la suppression de plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux existant au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ( article 10 ) ouvre aux propriétaires un droit à indemnité déterminée par la juridiction administrative, selon les règles prévues en matière de dommages de travaux publics.

L'obligation de débroussaillage, conformément aux termes des articles L322.3 et L 322.4 du Code forestier, ouvre aux propriétaires un droit à indemnité. En cas de contestation, l'évaluation en sera faite en dernier ressort par le tribunal d'instance.

Une indemnité est due aux concessionnaires de mines établies antérieurement, du fait du dommage permanent résultant de l'impossibilité d'exploiter des richesses minières dans la zone prohibée.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les servitudes applicables aux riverains du chemin de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

## **C. - PUBLICITE**

En matière d'alignement, délivrance de l'arrêté d'alignement par le préfet du département.

## **III. - EFFETS DE LA SERVITUDE.**

### **A. - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

#### **1 Prerogatives exercées directement par la puissance publique**

Possibilité pour la SNCF, quand le chemin de fer traverse une zone boisée, d'exécuter à l'intérieur d'une bande de 20 mètres de largeur calculée du bord extérieur de la voie, et après en avoir avisé les propriétaires, les travaux de débroussaillage des morts-bois ( articles L 322-3 et L 322-4 du Code forestier ).

#### **2 Obligations de faire imposées au propriétaire**

Obligation pour le riverain, avant tous travaux, de demander la délivrance de son alignement.

Obligation pour les propriétaires riverains de procéder à l'élagage des plantations situées sur une longueur de 50 mètres de part et d'autre des passages à niveau ainsi que de celles faisant saillie sur la zone ferroviaire, après intervention pour ces dernières d'un arrêté préfectoral ( loi des 16 et 24 août 1970 ). Sinon, intervention d'office de l'administration.

Obligation pour les riverains d'une voie communale au croisement avec une voie ferrée, de maintenir, et ce, sur une distance de 50 mètres de part et d'autre du centre du passage à niveau, les haies à une hauteur de 1 mètre au-dessus de l'axe des chaussées

et les arbres de haut jet à 3 mètres ( Décret du 14 mars 1964 relatif aux voies communales ).

Application aux croisements à niveau non munis de barrières d'une voie publique et d'une voie ferrée des dispositions relatives à la servitude de visibilité, figurant au décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Obligation pour les propriétaires, sur ordre de l'administration, de procéder, moyennant indemnité, à la suppression des constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux combustibles ou non, existant dans les zones de protection édictées par la loi du 15 juillet 1845, et pour l'avenir lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ( article 10 de la loi du 15 juillet 1845 ).

En cas d'infraction aux prescriptions de la loi du 15 juillet 1845, réprimée comme en matière de contravention de grande voirie, les contrevenants sont condamnés par le juge administratif à supprimer dans un délai donné, les constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, dépôts contraires aux prescriptions, sinon la suppression a lieu d'office aux frais du contrevenant ( article 11, alinéas 2 et 3 de la loi du 15 juillet 1845 ).

## **B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

### **1 Obligations passives**

Obligation pour les riverains voisins d'un passage à niveau de supporter les servitudes résultant d'un plan de dégagement établi en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié le 27 octobre 1942 concernant les servitudes de visibilité.

Interdiction aux riverains des voies ferrées de procéder à l'édification d'aucune construction autre qu'un mur de clôture, dans une distance de 2 mètres d'un chemin de fer. Cette distance est mesurée soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus de remblai, soit du bord extérieur du fossé du chemin et à défaut d'une ligne tracée à 1,50 mètre à partir des rails extérieurs de la voie de chemin de fer. L'interdiction s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et non pas aux dépendances du chemin de fer non pourvues de voies : elle concerne non seulement les maisons d'habitation mais aussi les hangars, magasins, écuries, etc. ( article 5 de la loi du 15 juillet 1845 ).

Interdiction aux riverains des voies ferrées de planter des arbres à moins de 6 mètres et des haies vives à moins de 2 mètres de la limite de la voie ferrée constatée par un arrêté d'alignement. Le calcul de la distance est fait d'après les règles énoncées ci-dessus en matière de construction ( application des règles édictées par l'article 5 de la loi du 9 ventôse, An VIII ).

Interdiction d'établir aucun dépôt de pierres ou objets non inflammables pouvant être projetés sur la voie à moins de 5 mètres. Les dépôts effectués le long des remblais sont autorisés lorsque la hauteur du dépôt est inférieure à celle du remblai ( article 8 de la loi du 15 juillet 1845 ).

Interdiction d'établir aucun dépôt de matières inflammables et des couvertures en chaume à moins de 20 mètres d'un chemin de fer.

Interdiction aux riverains d'un chemin de fer qui se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel de pratiquer des excavations dans une zone de largeur égale

à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus ( article 6 de la loi du 15 juillet 1845 ).

Interdiction aux riverains de la voie ferrée de déverser leurs eaux résiduelles dans les dépendances de la voie ferrée ( article 3 de la loi du 15 juillet 1845 ).

## **2 Droits résiduels du propriétaire**

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par arrêté préfectoral, une dérogation à l'interdiction de construire à moins de 2 mètres du chemin de fer lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent ( article 9 de la loi du 15 juillet 1845 ).

Possibilité pour les riverains propriétaires de constructions antérieures à la loi de 1845 ou existantes lors de la construction d'un nouveau chemin de fer de les entretenir dans l'état où elles se trouvaient à cette époque ( article 5, loi du 15 juillet 1845 ).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par décision du préfet, une dérogation à l'interdiction de planter des arbres ( distance ramenée de 6 mètres à 2 mètres ) et des haies vives ( distance ramenée de 2 mètres à 0,50 mètre ).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'exécuter des travaux concernant les mines et carrières, à proximité des voies ferrées, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale déterminant, dans chaque cas, la distance à observer entre le lieu des travaux et le chemin de fer.

Possibilité pour les propriétaires riverains de procéder à des excavations en bordure de voie ferrée en remblai de plus de 3 mètres dans la zone d'une largeur égale à la hauteur verticale du remblai mesurée à partir du pied du talus, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale délivrée après consultation de la SNCF.

Possibilité pour les propriétaires riverains de procéder à des dépôts d'objets non inflammables dans la zone de prohibition lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent et à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale.

Les dérogations accordées à ce titre sont toujours révocables ( article 9, loi du 15 juillet 1845 ).





La Défense, le 15 OCT 2004

ministère  
de l'Équipement  
des Transports,  
de l'Aménagement  
du territoire,  
du Tourisme  
et de la Mer



direction  
des Transports  
terrestres  
direction générale  
de l'Urbanisme,  
de l'Habitat et  
de la Construction

Le ministre de l'équipement, des transports,  
de l'aménagement du territoire, du tourisme  
et de la mer

à

Mesdames et Messieurs les Préfets de départements

Directions départementales de l'équipement

Objet : abrogation de la circulaire DAU-DIT n°90-20 du 5 mars 1990 relative à la prise en compte du domaine de la SNCF dans l'élaboration des documents d'urbanisme (NOR : EQUIT0410366J).

La circulaire DAU-DIT n° 90-20 du 5 mars 1990 citée en objet prônait l'instauration d'un zonage spécifique des emprises ferroviaires dans les documents d'urbanisme.

Dans certains cas, ce zonage s'est avéré être un frein à l'optimisation de la gestion patrimoniale des établissements publics RFF et SNCF, ainsi qu'à la mise en œuvre des projets urbains des collectivités publiques. Son maintien n'est donc plus justifié, en particulier lorsqu'il est manifeste qu'un terrain situé dans ce zonage n'a plus d'utilité ferroviaire.

Le fondement des dispositions de cette circulaire relatives au zonage ferroviaire était constitué par l'article R. 123-18, II, 1° du code de l'urbanisme, qui a été remplacé depuis par l'article R. 123-11, b de ce code. Cet article ne prévoit nullement la création d'un zonage ferroviaire, mais dispose simplement que les documents graphiques du plan local d'urbanisme peuvent délimiter « les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, [...] justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols. »

Ces dispositions n'imposent pas un traitement des emprises ferroviaires différencié de celui des emprises routières, ni de zonage particulier.

Par ailleurs, la protection des emprises ferroviaires est, de toute façon, convenablement assurée par leur appartenance au domaine public ferroviaire et par les servitudes prévues par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer.

Arche Sud  
92855 La Défense cedex  
téléphone :  
01 40 81 21 22  
mél : [du@equipement.gouv.fr](mailto:du@equipement.gouv.fr)

.../...

Il n'y a donc aucun fondement juridique pour que ces emprises fassent l'objet d'une zone particulière dans les documents d'urbanisme.

Vous veillerez à ce que les règles applicables dans les zones où sont situées ces emprises n'interdisent pas les travaux, installations et constructions nécessaires à l'activité ferroviaire.

Vous veillerez également à ce que ces règles autorisent sur les emprises ferroviaires les mêmes constructions et installations que sur le reste de la zone dans laquelle elles sont situées.

La présente instruction abroge la circulaire n° 90-20 du 5 mai 1990 précitée.

Vous informerez les maires et les présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents des dispositions de la présente instruction et veillerez à ce que vos services s'assurent de leur prise en compte dans le cadre de l'élaboration, de la révision ou de la modification des documents d'urbanisme.

Pour le ministre et par délégation,  
Le Directeur des transports terrestres,

  
Patrice RAULIN

Pour le ministre et par délégation,  
Le Directeur général de l'urbanisme,  
de l'habitat et de la construction,

  
François DELARUE

## **INTEGRATION DES EMPRISES FERROVIAIRES DANS LES ZONAGES AVOISINANTS**

Les emprises ferroviaires peuvent être classées dans l'ensemble des zonages prévus au code de l'urbanisme : zone U, zone AU, zone A et zone N.

Le classement doit être cohérent avec le tissu urbain environnement. A titre d'exemple, il semble logique de classer en zone U les gares situées le plus souvent en centre ville. De même, les cours marchandises peuvent, le plus souvent, être classées en zone U (activité ou mixte). Les voies ferrées traversant des zones agricoles doivent être classées en zone A ou N.

### **MODIFICATIONS A APPORTER AU REGLEMENT DES ZONES AVOISINANTS.**

Ces dérogations ont pour but de permettre à RFF et à la SNCF d'implanter sur le Domaine Public Ferroviaire les petites installations indispensables à l'exploitation ferroviaire telles que les guérites de signalisation, les abris quais, les abris parapluies, les relais Radio-Sol-Train, les antennes Radio-Sol-Train et GSMR.

#### **❖ Article 2 : Occupation et utilisation des sols admises**

Sont admises : les constructions et installations de toute nature, les dépôts, les exhaussements et affouillements des sols nécessaires à l'entretien et au fonctionnement du service public ferroviaire et des services d'intérêts collectifs.

#### **❖ Article 6 : Implantation par rapport aux voies et emprises publiques ou privées**

Merci de prévoir une dérogation pour les constructions nécessaires au fonctionnement du service public et dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques liés à l'exploitation ferroviaire.

#### **❖ Article 7 : Implantation par rapport aux limites séparatives**

Merci de prévoir une dérogation pour les constructions nécessaires au fonctionnement du service public et dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques liés à l'exploitation ferroviaire.

#### **❖ Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété.**

Merci de prévoir une dérogation pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêts collectifs.

#### **❖ Article 10 : Hauteur des constructions**

Merci de préciser qu'aucune hauteur maximale n'est fixée pour les constructions et installations nécessaires à l'exercice du service public ferroviaire.

#### **❖ Article 13 : Espaces libres et Plantations**

Cette réglementation doit être compatible avec l'application de la servitude d'utilité publique instaurée par la loi du 15 juillet 1845 (aucune plantation d'arbres à hautes tiges dans une distance inférieure à 6 mètres de la limite légale du chemin de fer).

#### **❖ Article 14 : COS**

Merci de prévoir une exonération pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

## **Bois classés et talus classés paysagers protégés au titre de l'article L123-1-5 7° du code de l'urbanisme**

La présence de bois classés ou de talus paysagers protégés au titre de l'article L123-1-5 7° du code de l'urbanisme dans les zones assujetties aux servitudes ferroviaires est incompatible avec l'exploitation du chemin de fer : servitude publique relative au chemin de fer.

### **1. Aspect légal**

Ces terrains sont entièrement soumis aux servitudes prescrites dans la fiche T1 (voir extraits ci-après) qui impose notamment des distances à respecter en matière de plantation (arbre à haute tige, haie, taillis...). Il n'y a donc pas lieu de prévoir la nécessité d'autorisation de déboisement pour ce qui est une obligation de prescriptions légales.

### **2. Aspect technique**

Les talus de remblais et de déblais ferroviaires sont une composante technique de l'infrastructure ferroviaire, soumise à des règles de maintenance ayant pour but d'assurer la sécurité des circulations ferroviaires.

La végétation conservée sur ces talus ne peut-être qu'au plus arbustive pour éviter tout désordre du type de ceux survenus lors de la tempête de 1999 et le choix de sa maintenance doit être à l'initiative de l'exploitant ferroviaire.

**Par conséquent, afin de ne pas nuire aux installations et aux circulations ferroviaires :**

- les boisements ne doivent pas être pérennisés sur ces derniers car ils pourraient fragiliser la structure de l'ouvrage d'art
- plutôt qu'un aplatissement en surface, RFF préférerait voir afficher l'idée d'un filtre végétal : soit une ligne de boisement, qui devra respecter la servitude T1, le code civil (plantation en limite de propriété) et le code de l'urbanisme.

NB : Extrait s'appliquant à l'entretien des plantations de la servitude T1 et aux zones ferroviaires en bordure desquelles peuvent s'appliquer les servitudes relatives au chemin de fer.

## **III. - EFFETS DE LA SERVITUDE**

### **A. - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

#### **1 Prerogatives exercées directement par la puissance publique**

*Possibilité pour la S.N.C.F., quand le chemin de fer traverse une zone boisée, d'exécuter à l'intérieur d'une bande de 20 mètres de largeur calculée du bord extérieur de la voie, et après en avoir avisé les propriétaires, les travaux de débroussaillage de morts-bois (Art L 322-3 et L 322-4 du code forestier)*

## **2 Obligations de faire imposées au propriétaire**

*Obligation pour le riverain, avant tous travaux, de demander la délivrance de son alignement.*

*Obligation pour les propriétaires riverains de procéder à l'élagage des plantations situées sur une longueur de 50 mètres de part et d'autre des passages à niveau ainsi que de celles faisant saillie sur la zone ferroviaire, après intervention pour ces dernières d'un arrêté préfectoral (lois des 16 et 24 août 1970). Sinon intervention d'office de l'administration.*

## **B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

### **1 Obligations passives**

*Interdiction aux riverains des voies ferrées de planter des arbres à moins de 6 mètres et des haies vives à moins de 2 mètres de la limite de la voie ferrée constatée par un arrêté d'alignement. Le calcul de la distance est fait d'après les règles énoncées ci-dessus en matière de construction (application des règles édictées par l'article 5 de la loi du 9 ventôse, An VIII).*

### **2° Droits résiduels du propriétaire**

*Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par décision du préfet, une dérogation à l'interdiction de planter des arbres (distance ramenée de 6 mètres à 2 mètres) et les haies vives (distance ramenée de 2 mètres à 0,50 mètre).*

# NOTICE TECHNIQUE POUR LE REPORT AUX P.L.U. DES SERVITUDES GREVANT LES PROPRIETES RIVERAINES DU CHEMIN DE FER

L'article 3 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer rend applicable aux propriétés riveraines de la voie ferrée, les servitudes prévues par les lois et règlements sur la grande voirie et qui concernent notamment :

- l'alignement,
- l'écoulement des eaux,
- la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés.

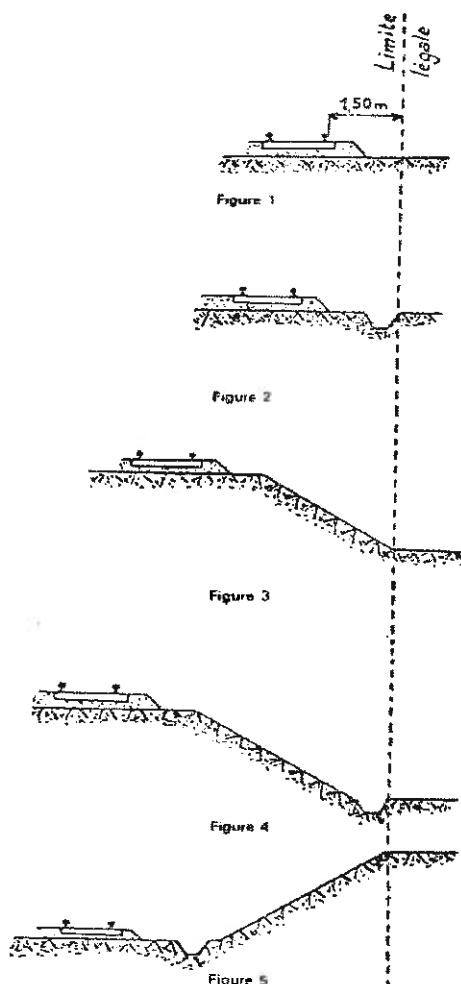
D'autre part, les articles 5 et 6 de ladite loi instituent des servitudes spéciales en ce qui concerne les distances à respecter pour les constructions et les excavations le long de la voie ferrée.

De plus, en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942, des servitudes peuvent grever les propriétés riveraines du Chemin de Fer en vue d'améliorer la visibilité aux abords des passages à niveau.

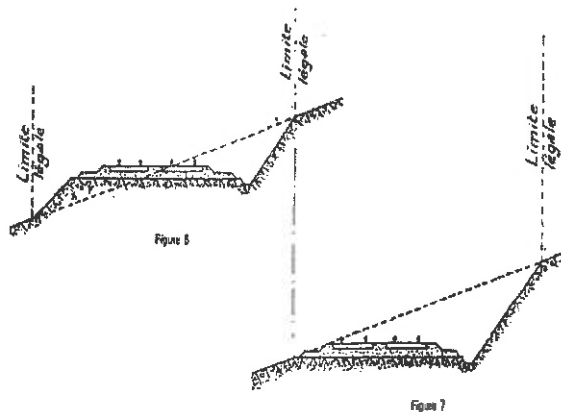
Les distances fixées par la loi du 15 juillet 1845 sont calculées à partir de la limite légale du Chemin de Fer, laquelle est indépendante de la limite réelle du domaine concédé à la SNCF.

Selon l'article 5 de cette loi, la limite légale du Chemin de Fer est déterminée de la manière suivante :

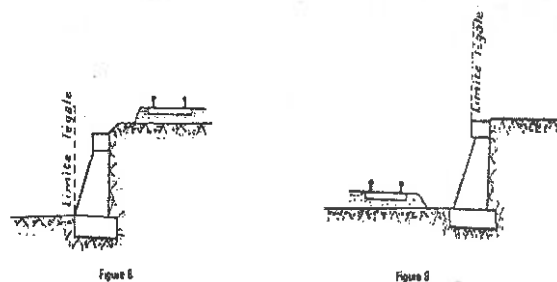
- a) Voie en plate-forme sans fossé :  
une ligne idéale tracée à 1,50 m du bord du rail extérieur (figure 1)
- b) Voie en plate-forme avec fossé :  
le bord extérieur du fossé (figure 2)
- c) Voie en remblai :  
l'arête inférieure du talus de remblai (figure 3)  
  
ou  
  
le bord extérieur du fossé si cette voie comporte un fossé (figure 4)
- d) Voie en déblai :  
l'arête supérieure du talus de déblai (figure 5)



Dans le cas d'une voie posée à flanc de coteau, la limite légale à considérer est constituée par le point extrême des déblais ou remblais effectués pour la construction de la ligne et non la limite du talus naturel (figures 6 et 7)



Lorsque le talus est remplacé par un mur de soutènement, la limite légale est, en cas de remblai, le pied et, en cas de déblai, la crête de ce mur (figures 8 et 9)



Lorsque le chemin de fer est établi en remblai et que le talus a été rechargé ou modifié par suite d'apport de terre ou d'épuration de ballast, la limite légale pourra être déterminée à partir du pied du talus primitif, à moins toutefois que cet élargissement de plate-forme ne soit destiné à l'établissement prochain de nouvelles voies.

En bordure des lignes à voie unique dont la plate-forme a été acquise pour 2 voies, la limite légale est déterminée en supposant la deuxième voie construite avec ses talus et fossés.

Il est, par ailleurs, fait observer que les servitudes prévues par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des Chemins de Fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

Enfin, il est rappelé qu'indépendamment des servitudes énumérées ci-dessus - dont les conditions d'application vont être maintenant précisées - les propriétaires riverains du Chemin de Fer doivent se conformer, le cas échéant, aux dispositions de la loi de 1845, concernant les dépôts temporaires et l'exploitation des mines et carrières à proximité des voies ferrées.

## 1 - Alignement.

L'alignement est la procédure par laquelle l'Administration détermine les limites du domaine public ferroviaire.

Tout propriétaire riverain du Chemin de Fer qui désire élever une construction ou établir une clôture doit demander l'alignement. Cette obligation s'impose non seulement aux riverains de la voie ferrée proprement dite, mais encore à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gares, cours de gares, avenues d'accès, etc ...

L'alignement est délivré par arrêté préfectoral. Cet arrêté indique aussi les limites de la zone de servitudes à l'intérieur de laquelle il est interdit, en application de la loi du 15 juillet 1845, d'élever des constructions, d'établir des plantations ou d'effectuer des excavations.

L'alignement ne donne pas aux riverains du Chemin de Fer les droits qu'il confère le long des voies publiques, dits "aisances de voirie". Ainsi, aucun accès ne peut être pris sur la voie ferrée.

## 2 - Ecoulement des eaux

Les riverains du Chemin de Fer doivent recevoir les eaux naturelles telles que eaux pluviales, de source ou d'infiltration provenant normalement de la voie ferrée ; ils ne doivent rien entreprendre qui serait de nature à gêner leur libre écoulement ou à provoquer leur refoulement dans les emprises ferroviaires.

D'autre part, si les riverains peuvent laisser écouler sur le domaine ferroviaire les eaux naturelles de leurs fonds, dès l'instant qu'ils n'en modifient ni le cours ni le volume, par contre, il leur est interdit de déverser leurs eaux usées dans les dépendances du Chemin de Fer.

## 3 - Plantations

a) arbres à haute tige - Aucune plantation d'arbres à haute tige ne peut être faite à moins de 6 mètres de la limite légale du Chemin de Fer. Toutefois, cette distance peut-être ramenée à 2 mètres par autorisation préfectorale.

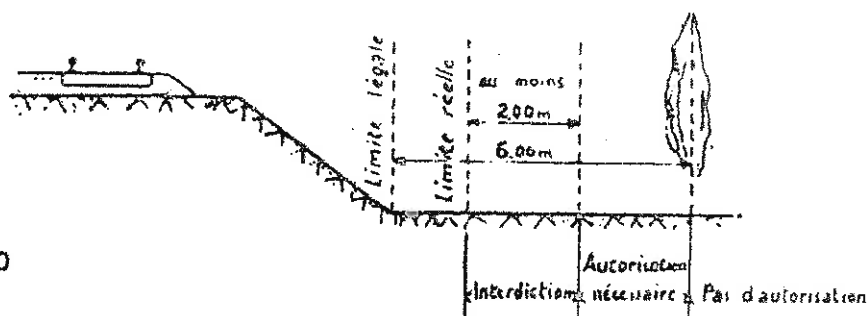


Figure 10

b) haies vives - Elles ne peuvent être plantées à l'extrême limite des propriétés riveraines : une distance de 2 mètres de la limite légale doit être observée, sauf dérogation accordée par le Préfet qui peut réduire cette distance jusqu'à 0,50 mètre.

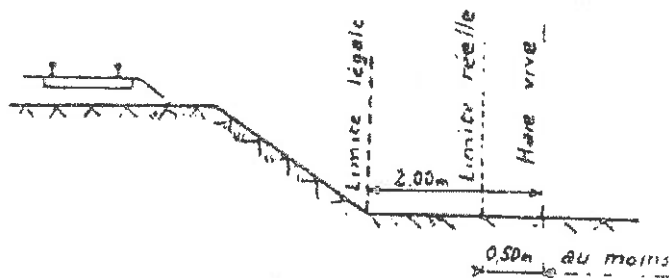


Figure 11

Dans tous les cas, l'application des règles ci-dessus ne doit pas conduire à planter un arbre à moins de 2 mètres de la limite réelle du Chemin de Fer et une haie vive à moins de 0,50 mètre de cette limite.

#### 4 – Constructions

Indépendamment des marges de reculement susceptibles d'être prévues dans les plans locaux d'urbanisme, aucune construction, autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de 2 mètres de la limite légale du Chemin de Fer.

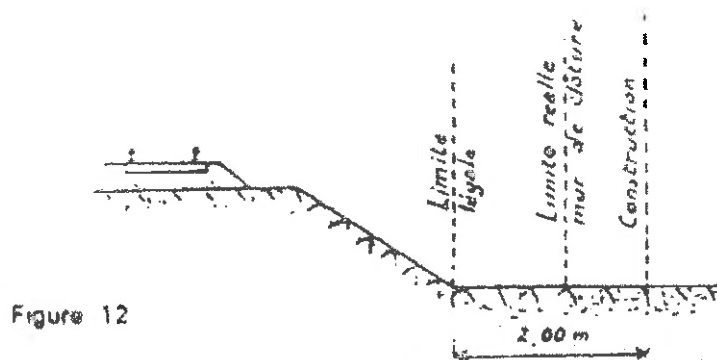


Figure 12

Il en résulte des dispositions précédentes que si les clôtures sont autorisées à la limite réelle du Chemin de Fer, les constructions doivent être établies en retrait de cette limite réelle dans le cas où celle-ci est située à moins de 2 mètres de la limite légale.

Cette servitude de reculement ne s'impose qu'aux propriétés riveraines de la voie ferrée proprement dite, qu'il s'agisse d'une voie principale ou d'une voie de garage ou encore de terrains acquis pour la pose d'une nouvelle voie.

Il est, par ailleurs, rappelé qu'il est interdit aux propriétaires riverains du Chemin de Fer d'édifier, sans l'autorisation de la SNCF, des constructions qui, en raison de leur implantation, entraîneraient, par application des dispositions d'urbanisme, la création de zones de prospect sur le domaine public ferroviaire (Cf IIème partie ci-après).

#### 5 - Excavations

Aucune excavation ne peut être effectuée en bordure de la voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai mesurée à partir du pied du talus.

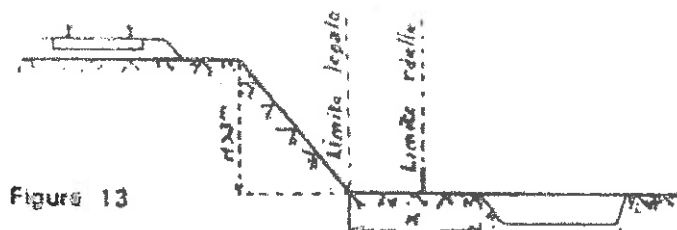


Figure 13

## 6 - Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Les propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée sont susceptibles d'être frappées de servitudes de visibilité en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Ces servitudes peuvent comporter, suivant les cas :

- l'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau déterminé,
- l'interdiction de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations au-dessus d'un certain niveau,
- la possibilité, pour l'administration, d'opérer la résection des talus, remblai et tous obstacles naturels, de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes.

Un plan de dégagement soumis à enquête détermine, pour chaque parcelle, la nature des servitudes imposées, lesquelles ouvrent droit à indemnité.

A défaut de plan de dégagement, la Direction Départementale de l'Équipement soumet à la SNCF, pour avis, les demandes de permis de construire intéressant une certaine zone au voisinage des passages à niveau non gardés.

Cette zone est représentée par des hachures sur le croquis ci-dessous (figure 14)

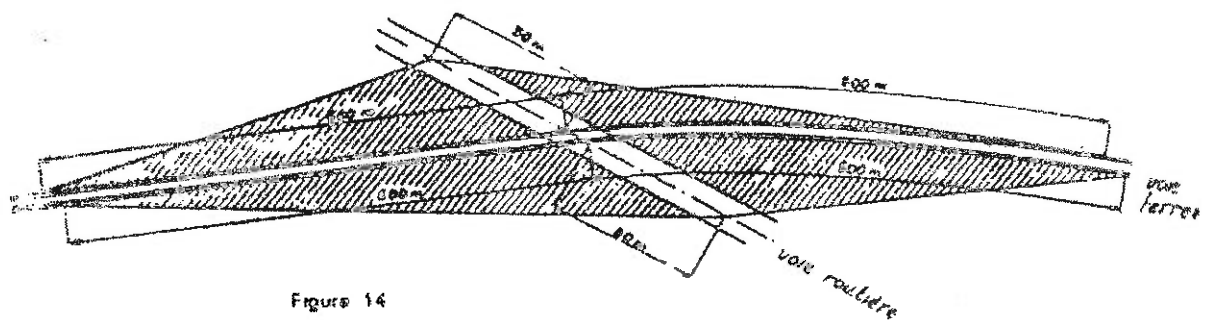


Figure 14

OLÉODUCS DE DÉFENSE COMMUNE (ODC)  
22B - ROUTE DE DEMIGNY - CHAMPFORGEUIL - CS 30081  
71103 CHALON-SUR-SAONE  
TÉL : 03 85 42 13 00 - FAX : 03 85 42 13 05

VRÉF. NTA/NEB  
NRÉF. ODC/CL/0081-14

AFFAIRE SUIVIE PAR : **Mme TAESCH**  
TÉL : **03.85.42.13.91**  
FAX :  
E-mail :

**DDTM DU NORD**

**62, boulevard de la Belfort  
CS 90007**

**59019 LILLE Cedex**

A l'attention de Madame KNOCKAERT

**Objet : INFRASTRUCTURE PETROLIÈRE  
DE DÉFENSE COMMUNE**

Champforgeuil, le

**17 JAN. 2014**

Procédure du porter à connaissance : **Plan local d'urbanisme**

Commune de : **AUBRY DU HAINANT – BOESCHEPE – VENDEGIES AU BOIS  
LE CATEAU CAMBRESIS**

Madame,

Dans le cadre de la procédure du "porter à connaissance" visée en objet, vous nous avez sollicités dans le cadre du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme des communes de **AUBRY DU HAINANT, BOESCHEPE, VENDEGIES AU BOIS et LE CATEAU CAMBRESIS.**

Nous vous informons que le réseau des Oléoducs de Défense Commune, que nous opérons par ordre et pour le compte de l'État ne traverse pas les communes concernées.

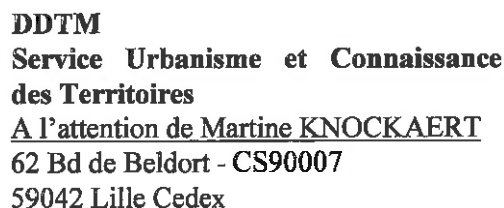
Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Chef de la Division HSE/ LIGNES

  
**P.TANGUY**

Courrier arrivé SUCT	
Le	20 JAN. 2014
Pôle ADS	
Pôle GVD	
AST	
Sandrine TAQUIN	
Secrétariat	
Pierre GONNET	
Pour suite à donner	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour information	<input checked="" type="checkbox"/>
Vide	

Gardner arrivé SUCT	
LD	4 MARS 2016
TIBACS	
Pôle GVS	8
AST	
Sandra TROVET	
Sébastien	
Pierre COFFRE	
Jean-Louis Gardner	



Nos Réf. : DER – MG/ASH 14-083  
Interlocuteur : Michael Godeau (03-26-50-32-06)  
Objet : Révision du PLU  
Commune de **Le Cateau Cambresis**

Madame,

Chaque ouvrage est susceptible, par perte de confinement accidentelle suivie de l'inflammation, de générer des risques très importants pour la santé et la sécurité des populations voisines.

Nous vous prions de bien vouloir trouver joint à ce courrier un plan et un tableau déterminant le tracé et la catégorie d'emplacement de chaque ouvrage.

A ce titre, nous demandons que les tracés des canalisations et des zones de dangers soient représentés sur les documents graphiques de la carte communale, afin d'attirer l'attention sur les risques potentiels que présentent les canalisations et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones des dangers pour la vie humaine, de façon proportionnée à chacun des trois niveaux de dangers (très graves , graves, significatifs) (circulaire BSEI n°6-254 et BSEI n° 06-205).

Par conséquent, la carte communale doit prendre en compte les obligations suivantes :

## 1. Servitudes

a. Servitude d'utilité publique

Une servitude de type I3 résulte de l'existence de ces canalisations et nous demandons qu'elle soit inscrite dans le tableau des servitudes.

#### **h. Conventions de servitude amiables**

Des conventions amiables faisant l'objet de mesures de publicité foncière ont été passées avec les propriétaires des terrains traversés par nos canalisations. Celles-ci instituent par voie contractuelle des bandes de servitude (Cf. tableau annexe 1), dans lesquelles toute construction et tout arbre de plus de 2,7m de haut sont proscrits. Par ailleurs, les propriétaires se sont engagés à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des canalisations. ....



## 2. Contraintes d'urbanisation

Du fait de la présence d'ouvrages de transport de gaz, certaines dispositions d'urbanisme sont à prendre en compte. Comme le rappelle la circulaire n°2006-55 du 04 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses (gaz combustibles, hydrocarbures liquides ou liquéfiés, produits chimiques) (§3) concernant les établissements recevant du public (ERP) (article 8 de l'arrêté du 4 août 2006 modifié) :

- Dans le cercle glissant des Effets Létaux Significatifs (ELS), zone de dangers très graves pour la vie humaine, centré sur chaque canalisation et de rayon égal à « distance ELS » (cf. tableau annexe 1), sont proscrits les Etablissements Recevant du Public de plus de 100 personnes,
- Dans le cercle glissant des Premiers Effets Létaux (PEL), zone de dangers graves pour la vie humaine, centré sur chaque canalisation et de rayon égal à « distance PEL » (cf. tableau annexe 1), sont proscrits les Etablissements Recevant du Public de 1<sup>ère</sup> à 3<sup>ème</sup> catégorie (de plus de 300 personnes), les Immeubles de Grande Hauteur et les Installations Nucléaires de Base,
- Dans le cercle glissant des Effets Irréversibles (IRE), zone de dangers significatifs, centré sur chaque canalisation et de rayon égal à « distance IRE » (cf. tableau annexe 1), GRTgaz doit être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction.

L'article 7 de l'Arrêté Multifluide du 4 août 2006 modifié impose également des règles de densité dans les zones de dangers très graves en fonction de la catégorie d'emplacement (Cf. annexe : plan déterminant la catégorie d'emplacement des ouvrages).

### **Pour une canalisation de gaz combustible en catégorie A :**

- Dans un cercle centré sur la canalisation et de rayon égal à la distance des effets létaux significatifs correspondant au scénario de rupture complète de la canalisation, le nombre de logements ou de locaux correspond à une densité d'occupation inférieure à 8 personnes par hectare et à une occupation totale inférieure à 30 personnes,
- Il n'y a ni logement ni local susceptible d'occupation humaine permanente à moins de 10 mètres de la canalisation.

### **Pour une canalisation de gaz combustible en catégorie B :**

- Les emplacements de la canalisation sont classés en catégorie B lorsqu'ils ne répondent pas aux critères des catégories A ci-dessus et C ci-après.

### **Pour une canalisation de gaz combustible en catégorie C :**

- dans un cercle centré sur la canalisation et de rayon égal à la distance des effets létaux significatifs, se trouvent des logements ou locaux correspondant, soit à une densité d'occupation supérieure à 80 personnes par hectare, soit à une occupation totale de plus de 300 personnes.

.../...



Compte tenu de ces éléments, GRTgaz ne souhaite pas donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme dans ces zones de danger. Il convient de les éloigner autant que possible de chaque ouvrage ci-dessus visé.

En effet, GRTgaz s'efforce de garantir au mieux la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.

La circulaire n°2006-55 du 04 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses (gaz combustibles, hydrocarbures liquides ou liquéfiés, produits chimiques), incite à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans la zone concernée.

**C'est pourquoi, nous demandons que votre PLU précise de consulter *GRTgaz Région Nord-Est*, dès lors qu'un projet de construction se situe dans la zone des dangers significatifs, et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire, afin d'étudier en amont les interactions entre ces futurs projets nos ouvrages.**

### 3. Autres dispositions

De plus, toute habitation à moins de 25 m du poste gaz est proscrite.

Nous vous demandons de bien vouloir nous faire parvenir, pour consultation, le projet de révision de votre PLU « arrêté » et notamment le plan de zonage afin que nous puissions vous faire part de nos observations éventuelles.

Enfin, nous vous rappelons que dans le cadre du décret 2011-1141 du 5 octobre 2011, nous devons être consultés lors des DT et DICT pour tous travaux situés à moins de 50 mètres de nos ouvrages.

La présente réponse ne concerne que les ouvrages de Transport de gaz haute pression exploités par GRTgaz, à l'exclusion des conduites de distribution de gaz (GrDF) ou celles d'autres concessionnaires.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prions d'agréer, Madame, l'assurance de notre considération distinguée.

Dominique GODART ,  
Le Chef de Département

PJ : plan(s) du tracé des canalisations et tableau des catégories d'emplacement et des bandes d'effets

Copie : Secteur Valenciennes

Canalisations	DN (mm)	PMS (bar)	Bande de servitude à droite(m)	Bande de servitude à gauche(m)	Catégorie d'emplacement	Distance Zone de dangers très graves en mètres (ELS)	Distance Zone de dangers graves en mètres (PEL)	Distance Zone de dangers significatifs en mètres (IRE)
Troisvilles - Le Cateau	100	67.7	2	2	B	10	15	25



Date d'édition  
06/03/2014

Référence  
1403068541



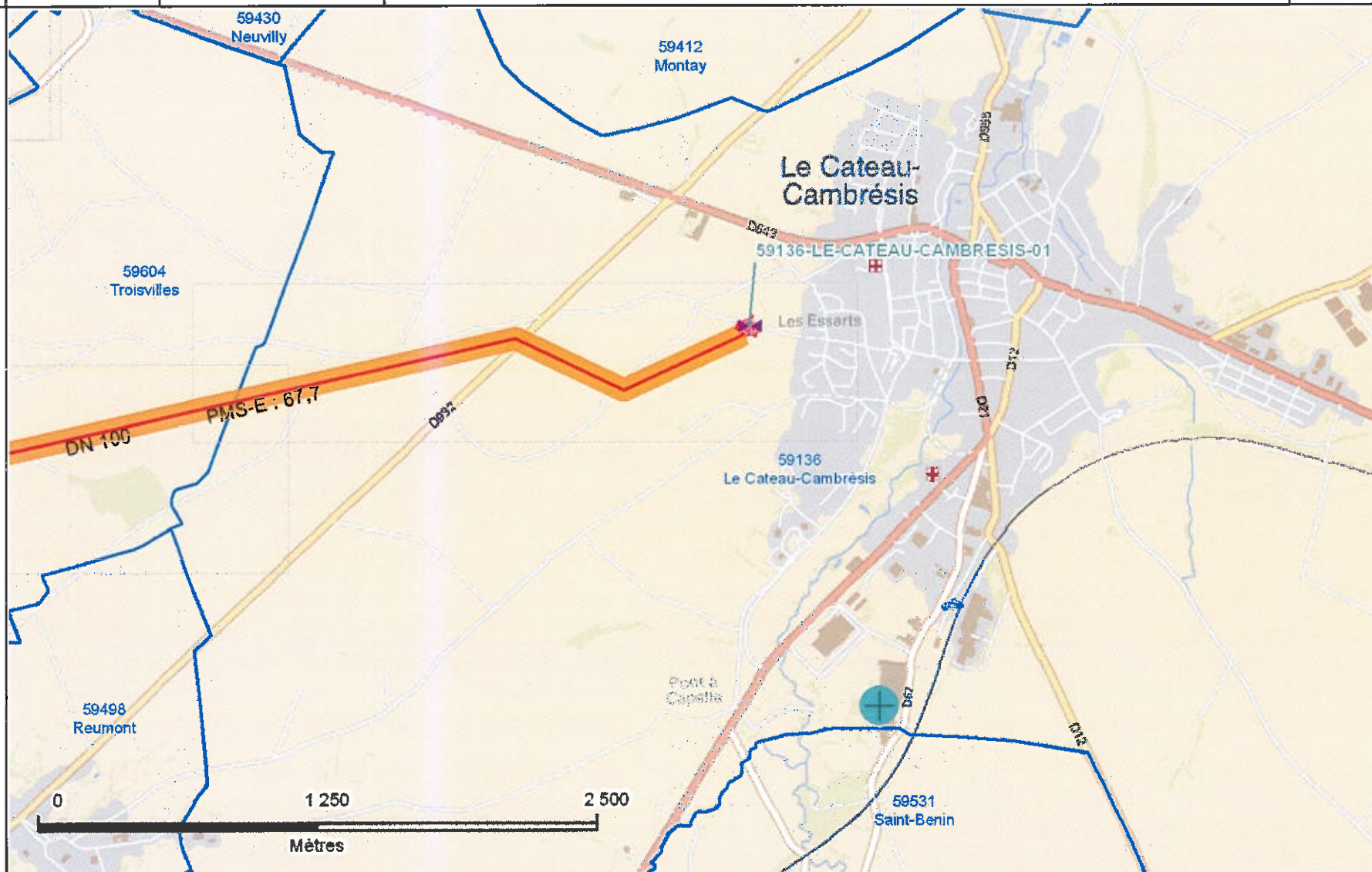
Catégorie  
d'emplacement  
constructive

■ Catégorie  
d'emplacement  
A

■ Catégorie  
d'emplacement  
B

■ Catégorie  
d'emplacement  
C

■ Non définie



FranceRaster©IGN

Cette édition indique la localisation des ouvrages GRTgaz avec une précision géographique C. La profondeur minimale d'enfouissement est de 40 cm, et peut atteindre plusieurs mètres par endroit. En vertu de l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, les travaux dans le sous-sol ne peuvent être entrepris avant un rendez-vous sur site avec GRTgaz. Consultez [www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr)

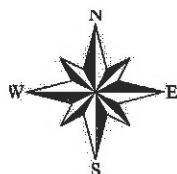


Date d'édition  
06/03/2014

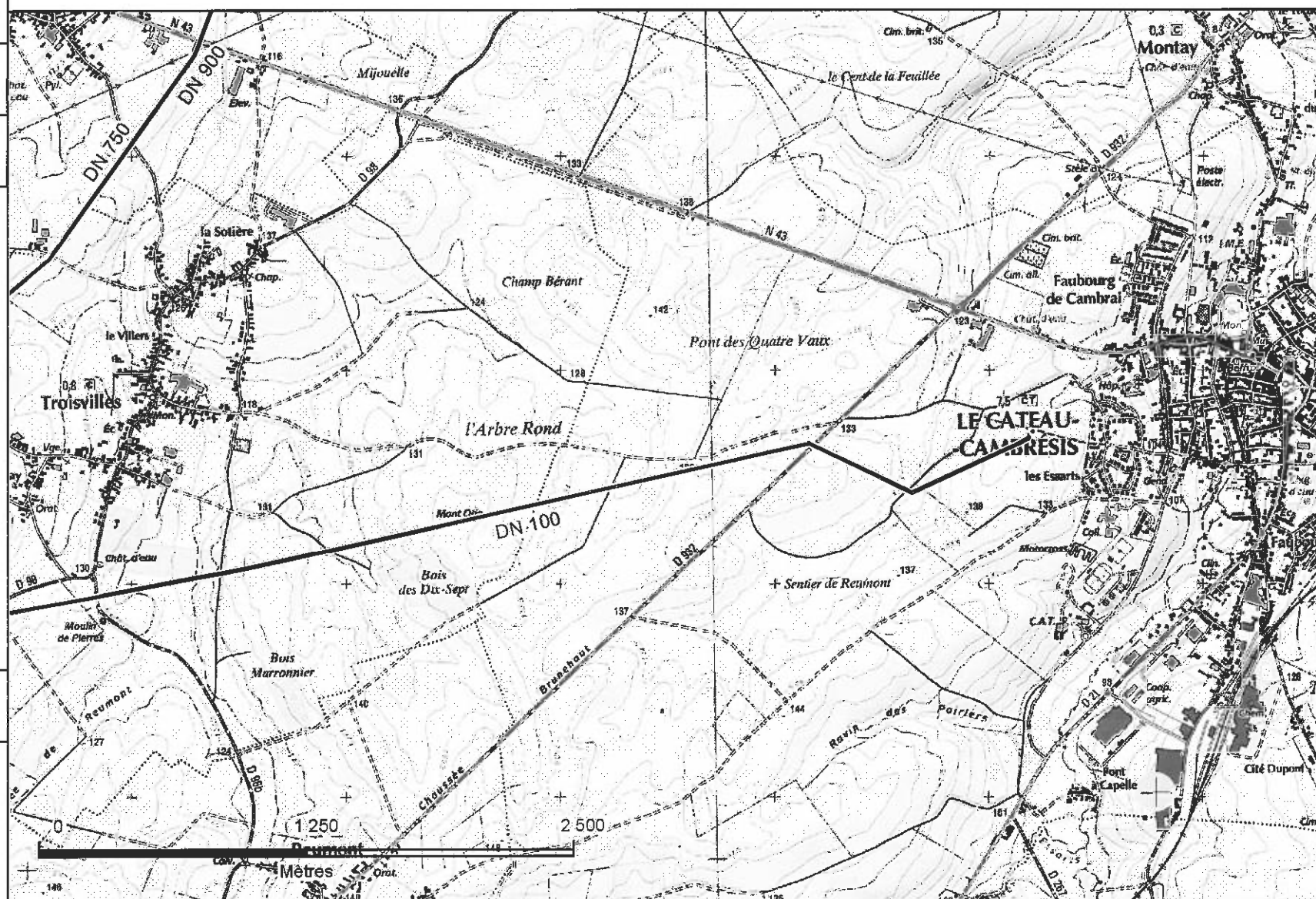
Référence  
1403068546

Réseau GRTgaz  
- - - En construction  
— En service en gaz  
— En service hors gaz  
+ Abandonné  
= Hors service  
DN : Diamètre  
Nominal de la  
canalisation  
x Sectionnement  
☐ Installations GRTgaz

RGF93 Lambert 93



Scan©IGN



Edition transmise en réponse à une DT - Localisation des ouvrages GRTgaz en précision géographique C sur le plan. Précision B disponible si besoin - Profondeur minimale d'enfouissement à la pose de 40 cm, pouvant atteindre plusieurs mètres par endroit. RAPPEL article R.554-26 du Code de l'Environnement : interdiction de réaliser des travaux avant un rendez-vous sur site avec GRTgaz.

Compte rendu SUCT	
10 FEV. 2014	
Pole ADS	
Pole GVD	
AST	
Sanction TROUEN	
Secrétariat	
Pierre COPPIN	
Affaire suivie par :	
Christian DELETREZ	
Élodie GONDRAN	
Tél : 03 20 40 43 55 et 58	
pac-dreal-npdc@developpement-durable.gouv.fr	



PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

M. le Directeur

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer du Nord

SUCT/ DVG

62, Boulevard de Belfort  
BP 289  
59019 LILLE Cedex

A l'attention de Martine KNOCKAERT

Lille, le 27 janvier 2014

Objet : Contribution au PAC du Plan Local d'Urbanisme pour la commune de Le Cateau-Cambrésis  
Réf : PAC2014.002  
Vos réf : Délibération du 21 octobre 2013  
P.J. : 2

En réponse à votre demande citée en référence, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint les éléments constitutifs du porter à connaissance du territoire concerné.

Conformément à l'article R.121-14-1 du code de l'urbanisme, le territoire ne couvrant ni un site Natura 2000, ni une commune littorale, le PLU est susceptible d'être soumis à évaluation environnementale, après examen au « cas par cas ».

La collectivité saisira la DREAL après le débat relatif au projet d'aménagement et de développement durable, en fournissant les informations mentionnées au II de cet article réglementaire.

Un avis motivé du Préfet, indiquant la nécessité ou non de procéder à une évaluation environnementale, sera rendu sous 2 mois.

Au regard des enjeux portés sur le territoire, la **DREAL (service ECLAT) demande à être associée** à l'étude du document d'urbanisme.

Rappel du cadre juridique et des différentes protections et inventaires :

- Les inventaires ZNIEFF de type I et les Atlas de Zones Inondables ne sont pas des servitudes portées par un cadre législatif mais le caractère exhaustif des études scientifiques et du recensement in situ demande une grande vigilance. La présence d'une biodiversité remarquable et d'un risque naturel implique de fait la notion de prise en considération. A contrario, l'erreur manifeste d'appréciation pourrait être avérée,
- Outre la compatibilité aux prescriptions des documents ayant un cadre juridique de rang supérieur, le document d'urbanisme doit prendre en compte le Schéma Régional de Cohérence Écologique ainsi que le Plan Climat Énergie Territorial.

Vous trouverez ci-joint la synthèse des éléments constitutifs du PAC DREAL et les références documentaires associées. L'ensemble des données de la DREAL et des partenaires sont téléchargeables depuis l'onglet « Les données / porter à connaissance » de la page d'accueil internet :

[www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr](http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr)

Vous en souhaitant bonne réception, je reste à votre disposition pour toutes informations complémentaires.

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur régional de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement

  
Chantal ADJRIOU  
Chef du Service Connaissance

## Synthèse des éléments constitutifs du PAC DREAL sur la commune de CATEAU-CAMBRESIS (59136)

### Nature, Paysages et Biodiversité

#### Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope

Pas de résultat sur cette zone.

#### Natura 2000

Pas de résultat sur cette zone.

#### Parcs Naturels Régionaux

numero	nom
59PNR1	Parc Naturel Régional de l'Avesnois

#### Sites RAMSAR

Pas de résultat sur cette zone.

#### Réserves naturelles

Pas de résultat sur cette zone.

#### ZICO

Pas de résultat sur cette zone.

#### Znieff 1

id_diren	nom	id_spn
00000132	Haute Vallée de la Selle en amont de Solesmes	310013701

#### Znieff 2

id_diren	nom	id_spn
00020000	Complexe écologique de la forêt de Mormal et des zones bocagères associées	310013702

#### Sites classés

Pas de résultat sur cette zone.

#### Sites inscrits

Pas de résultat sur cette zone.

#### Inventaire géologique

Pas de résultat sur cette zone.

### Forêt

#### Forêts domaniales

Pas de résultat sur cette zone.

#### Réserves biologiques

Pas de résultat sur cette zone.

**Eau****SAGE**

nom	lb_etat
Escaut	Élaboration
Sambre	Élaboration

**Contrats de milieux**

Pas de résultat sur cette zone.

**Captages**

libsup	libtypass
SITE_129	Protection éloignée
SITE_129	Protection immédiate
SITE_129	Protection rapprochée
SITE_130	Protection éloignée
SITE_132	Protection éloignée
SITE_133	Protection éloignée
SITE_133	Protection immédiate
SITE_133	Protection rapprochée
SITE_135	Protection éloignée

**Stations hydrométriques**

stations	style_station	cours_deau	qmna5
Le Cateau	J	SELLE	0,43
Le Cateau	J	SELLE	0,45

**Nuisance****Pollution des sols : BASOL**

nom_site	commune
DCA LESAGE	Le Cateau-Cambrésis
EDF GDF SERVICES	Le Cateau-Cambrésis
SEA Société Exploitation Atomiseurs	Le Cateau-Cambrésis

## Pollution des sols : BASIAS

identifiant	raisons_sociales	etat_d_occupation_du_site	etat_de_connaissance
NPC5912108	SA "Teinturerie et Apprêts du Cambresis" Ets BRICOUT vve et fils anc. BRICOUT frères	Activité terminée	Inventorié
NPC5912123	Gaz de France anc. SA des usines à gaz du Nord et de l'Est (directeur POTIN)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912124	MARTINET et VINCHON anc. BOUCHEZ Antoine	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912125	BOULOGNE (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912126	BRACQ Veuve (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912128	CARPENTIER (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912129	DRUESNE (Ets.) anc. CLAISSE-HUART Veuve (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912130	COUSIN-DUBALL (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912132	DELOFFRE mécanicien (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912133	DELOFFRE Auguste (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912134	DEMARET Antoine (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912135	DOSQUET-SALE horloger bijoutier (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912136	DUBOIS (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912137	EGRET-PREUX (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912138	FLABA-THOMAS Ernest constructeur d'instruments agricoles (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912139	HANEQUART-WATREMEZ (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912140	JACQZ-LESCUYER (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912141	JACQZ-TIBERGHEN (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912142	LECERF frères (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912143	LECERF François (ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912144	LECLERCQ-BAUDECHON (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912145	LEFOUR-BASQUIN (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912146	MACRON fils	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912147	PEZIN-CHEMIN J. (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912148	PEZIN-SERVIN Négociant (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912149	PONSIN frères (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912151	COMPERE-ROYER anc. ROYER Frédéric	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912152	TAMBOISE-VANDEMBROUCQUE (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912153	WALLEZ et Cie (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912154	WALLEZ-CRINON (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912341	COUSIN Henri (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912342	SEYDOUX et MICHAU Réunis (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912343	LARGILLIERE Alfred (Ets.) anc. BOUCHART Aimable (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912344	SA des Grands Garages Catésiens Administrateur: TAMBOISE Jean	En activité	Inventorié
NPC5912346	RUFFIN-HENNINOT (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912347	BRACQ frères (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912348	Sté "Delcourte frères"	Activité terminée	Inventorié
NPC5912349	BETHEGNIES Jules (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912350	Sté Nord-Alsace anc. BODECHON Camille (Ets.) " " puis Martin Maurice ets	Activité terminée	Inventorié
NPC5912351	Sté Générale de Carrelage et de Produits Céramiques anc. SIMONS et Cie	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912352	DUBAIL J. (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912353	Sté des fonderies et Emailleries DUPONT	Activité terminée	Inventorié
NPC5912354	JACQZ-LEGRAND (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912355	SERCY Noël (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912356	DENIS François cafetier (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912357	SA de Lille - BONNIERE et COLOMBES	Activité terminée	Inventorié
NPC5912358	CANONNE et SENECA (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912359	DUFLOS Pierre (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912362	Minoterie de la Selle et de la Sambre	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912378	TAMBOISE et Cie	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912379	DELAUNOY Frédéric (Ets.)	En activité	Inventorié
NPC5912380	FONTAINE Alfred garagiste (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912381	Ponts et Chaussées	Activité terminée	Inventorié
NPC5912383	BARBET (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912385	ANTAR Pétrole de l'atlantique anc. Sté des Pétroles Nord Maritime	Activité terminée	Inventorié
NPC5912386	Comptoir Industriel du Nord	Activité terminée	Inventorié
NPC5912387	Sté Générale de fonderie	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912388	Lefebvre De Barbieux Pierre	Ne sait pas	Inventorié

## DREAL NPDC - 23/01/2014

NPC5912390	LEGRAND Jules et Charles garagistes SARL	En activité	Inventorié
NPC5912391	DENIS et FAURE (Ets.)	Activité terminée	Inventorié
NPC5912392	Sté des pétroles du Nord maritime (SARL). Directeur Vandamme Edouard	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912541	CHABLOZ A. (Ets.)	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912597	Sté Commerciale des carburants	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912616	CAC DEGREMONT (Chaudronnerie et atelier de construction SARL	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912647	SEA	Ne sait pas	Pollué connu
NPC5912654	JOUNIEAU Henri anc. JOUNIEAU Charles	Activité terminée	Inventorié
NPC5912820	LEFEVRE Henri et Michel	Activité terminée	Inventorié
NPC5912826	CAPPELIEZ Frères ETS	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912829	SARL FENELON M. LEFORT	Activité terminée	Inventorié
NPC5912830	GERVAIX M. Laiterie fromagerie anc. Minoterie de la Selle et de la Sambre	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912831	JANTI DRAPIER	Activité terminée	Inventorié
NPC5912832	SARL Halles aux Cuirs de l'Est et du Nord Est anc. BERNARD Henri	Activité terminée	Inventorié
NPC5912861	CHANDELIER A. Ets	Activité terminée	Inventorié
NPC5912864	Manufactures de carrelages ceramiques	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912865	Ets "menuiseries metalliques du Nord"	Activité terminée	Inventorié
NPC5912871	Ste "atelier electricité Industrielle du Nord et de l'Aisne"	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912886	WANEGUE Claudeanc CARION LEQUEUX	Activité terminée	Inventorié
NPC5912893	LEGRAND FAILLET H. " " DMS-DCA Lesage	Activité terminée	Pollué connu
NPC5912897	DURIEZ M.	Activité terminée	Inventorié
NPC5912898	SA "compagnie française de raffinage	En activité	Inventorié
NPC5912905	BASILE Michel	Activité terminée	Inventorié
NPC5912919	PINET-LEGRAND	En activité	Inventorié
NPC5912920	Societe generale des fonderies	En activité	Inventorié
NPC5912931	Ets BAUDUIN-CAMBAY anc Ets LORRIAUX- MOGUET	Activité terminée	Inventorié
NPC5912932	PLUVINAGE MALLART Mme anc. PLUVINAGE Alfred	Activité terminée	Inventorié
NPC5912933	SA menuiserie metallique du Nord	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912940	BAHEUX M.	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912960	NOUVEAU GARAGE Sté anc. SA COURTIN et BEVIERRE	Activité terminée	Inventorié
NPC5912961	Mairie de Le CATEAU	Ne sait pas	Inventorié
NPC5912978	CHENEAU -GAUTIER Pierre	Activité terminée	Inventorié
NPC5912979	SARL Chaudronnerie et atelier de construction DEGREMONT Marc" " anc. SA Chaudronnerie et Atelier de Construction DEGREMONT Léonard	Activité terminée	Inventorié
NPC5912997	HANNAPPE-BALENISOIS	Activité terminée	Inventorié
NPC5913000	GROETZ M.	En activité	Inventorié
NPC5913001	BLOQUET Maurice	Activité terminée	Inventorié

**Déchetteries**

nom	nature	m_ouv
Déchetterie de Cateau- Cambrésis	Déchetterie	CC du Pays de Matisse

**Réseau, énergie****Canalisations**

exploitant	produits	type_effet
GRTgaz	Gaz	ELS
GRTgaz	Gaz	IRE
GRTgaz	Gaz	PEL

**Lignes RTE**

libelle_1
LIT 400kV NO 2 LONNY- MASTAING
LIT 63kV NO 1 CATEAU (LE)- PERIZET (LE)
LIT 63kV NO 1 CATEAU (LE)- SOLESMEs

**Risques technologiques****PPR Technologiques**

Pas de résultat sur cette zone.

**Aléas miniers**

Pas de résultat sur cette zone.

**Puits de mines**

Pas de résultat sur cette zone.

**Sites industriels****Etablissements ICPE**

identifiant	eta_nom	activite	regime	seveso
007000711	SASA	En fonctionnement	A	NS - NON SEVESO
007001073	SASA TREFIL'ALU (ex G2C )	En fonctionnement	A	NS - NON SEVESO
007001074	SETEX	En fonctionnement	A	NS - NON SEVESO
007002254	SIMMONS	A l'arrêt		NS - NON SEVESO
007002369	TREMOIS	A l'arrêt	A	NS - NON SEVESO
007002670	SOMETOM	En fonctionnement	A	NS - NON SEVESO
007003162	TREMOIS 2	En fonctionnement	A	NS - NON SEVESO
007004234	DMS Le Cateau	A l'arrêt		NS - NON SEVESO
007005249	NOREADE - Le Cateau	En fonctionnement		NS - NON SEVESO
028100071	GDF - Ancienne usine gaz Le Cateau	A l'arrêt		NS - NON SEVESO
055900148	LEFEBVRE Marc-Henri	En fonctionnement	D	
055900374	DE BEAUDIVAL MRS HALLE	En fonctionnement	D	
055900375	EARL DE LA RIVIERETTE	En fonctionnement	DC	
055900376	PASSET LUC	En fonctionnement	D	
055900377	GAEC CHATELAIN DU PONT A CAPELLE	En fonctionnement	D	
055900378	LANGLOIS	En fonctionnement	D	
055900876	EARL FRANCOIS	En fonctionnement	D	

**Zones de développement de l'éolien**

nom_zde	etat_zde
ZDE "Le plateau de l'Arbre Rond" entité 4a	DE
ZDE "Plaine de Mazinghen Nord (entité 2)"	RE

**Risques naturels****Aléa sismicité**

nom_commune	type_alea
LE CATEAU-CAMBRESIS	Modéré

**Atlas des Zones Inondables**

nom_commune	nom_de_val	code_azi	date_publication
LE CATEAU-CAMBRESIS	Selle	AZI16	01/10/03

**Submersion marine**

Pas de résultat sur cette zone.

**Occupation du sol en ha  
(sigale 09)**
**Espaces artificialisés**

nom_comm	tissu_urbain	industries_com_trans	mines_dech_c hantiers	espaces_verts
LE CATEAU-CAMBRESIS	197,25	103,84	0,83	25,25

**Zones cultivées**

nom_comm	zones_arables	vergers	prairies	cultures_heter ogenes
LE CATEAU-CAMBRESIS	1998,44	4,55	382,19	0

**Forêts et espaces verts**

nom_comm	forets	espaces_verts_naturels	espaces_sans veget
LE CATEAU-CAMBRESIS	27,6	0,98	0

**Zones humides et Eaux**

nom_comm	zh_interieures	zh_cotieres	eaux_interieur es
LE CATEAU-CAMBRESIS	0,66	0	0,03



## Références documentaires sur la commune du Cateau-Cambrésis

**Les documents sont consultables sur RV à la  
médiathèque du PSID au CETE Nord-Picardie  
ou en liens directs vers Internet**

2 rue de Bruxelles à Lille  
(ouvert du lundi au vendredi de 9h à 16h)

[Mediatheque.Documentation.SG.CETE-NP@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Mediatheque.Documentation.SG.CETE-NP@developpement-durable.gouv.fr)

Tél 03 20 49 63 15

## STATISTIQUES

**Le Cateau-Cambrésis (59136), Département du Nord (59)**

A découvrir sur la base des données communales de l'INSEE

## PRESSE

**Contrat local de santé du Caudrésis-Catésis : le traitement peut commencer**

Hélène Harbonnier, La Voix du Nord, 21/12/2013

Extrait : « Tableau clinique. L'hôte du jour, le maire Guy Bricout a le premier listé ces indicateurs « *au jaune, en ce qui concerne le suicide des jeunes, les maladies des voies aérodigestives, les décès prématurés...* » Diagnostic de « *souffrance* » du territoire qui a poussé la 4C à accepter d'endosser, à l'échelle donc du Caudrésis-Catésis, un contrat local de santé d'abord proposé à la seule commune du Cateau-Cambrésis. »

## ETUDES – URBANISME

Titre	Enjeux de l'Etat et positionnement du Cambrésis. Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale : contribution au Porter à Connaissance et à l'association de la DDE du Nord. Résumé
Auteur(s)	<u>TALHA (Anne) ; LEROY (Gaëtan) ; LE-GUYADER (Céline)</u>
Organisme(s) auteur(s)	<u>CETELILLE</u>
Date de publication	01/07/2004
Organisme(s) financeur(s)	<u>DDE59</u>
Source bibliographique	Lille : CETE Nord-Picardie, 2004.- 26 p.
Résumé	L'étude vise : à apporter aux acteurs impliqués dans l'élaboration du SCOT du Cambrésis des données et des analyses susceptibles d'alimenter le

diagnostic territorial et la réflexion sur les enjeux locaux à aider la DDE du Nord à construire des questions susceptibles d'alimenter la construction du projet territorial et sa traduction dans le SCOT. L'étude est composée de six chapitres :

- 1 le positionnement du Cambrésis et son fonctionnement interne
- 2 la polarisation de l'emploi et les aires d'influence et de dépendance en termes d'emploi
- 3 l'adéquation/inadéquation entre l'offre et la demande d'emplois et les facteurs de marginalisation
- 4 la polarisation de l'offre urbaine en services et équipements
- 5 les mouvements migratoires
- 6 les enjeux d'équilibre entre développement et protection.

Cote 2004-28(3)

Titre Schéma Directeur, avril 2001 : Le Cateau Cambrésis

Auteur(s) FAUCRET (Philippe)

Organisme(s) auteur(s) EMPREINTE. ROUBAIX ; ORIENTATIONS. BET TRANSPORTS. GID-SUR-YVETTE ; GREET INGENIERIE. ERQUINGHEM-LYS

Date de publication 01/04/2001

Source bibliographique *Roubaix : Empreinte, 2001.- 9 p., cartes, plans*

Notes (Etude FAVC : Fonds pour l'Amélioration du Cadre de Vie)

Résumé La ville du Cateau a une grande diversité d'équipements, due à son passé très riche, répartie de manière harmonieuse sur l'ensemble de son territoire. Ce schéma directeur propose quelques pistes d'aménagement pour unifier, harmoniser, identifier, rassembler et structurer la multitude d'espaces publics et de lieux à potentiel fort. Différents propositions tournent autour du musée, de la continuité des remparts, du centre-ville et le long de la Selle et du lycée Camille Desmoulins.

Cote 23-CM-44

Titre COMPTE RENDU D'EXPERIENCES PLAN D'OCCUPATION DES SOLS.-

Auteur(s) GELLY (J.-P.) ; PORTEFAIT (J.-P.) ; MERY (J.-L.)

Organisme(s) auteur(s) BERU

Date de publication 01/11/1974

Source bibliographique *PARIS : La Documentation Française, 1974.- 2 VOLUMES, 338 P. + 13 P., fig., tabl., cartes*

Cote 25-345

Titre POS DU CATEAU-CAMBRESIS

Organisme(s) auteur(s) DIRECTION DE L'AMENAGEMENT FONCIER ET DE L'URBANISME

Date de publication 01/02/1971

Source bibliographique 1971..  
Cote 23-CM-5

## ETUDES – TRANSPORT

Titre PLAN DE TRANSPORT REGIONAL ; DOSSIER D'AXE LE  
CATEAU-CAMBRAI-ARRAS-LITTORAL  
Organisme(s) OREAM-NORD ; CETELILLE ; SERVICE REGIONAL DE  
auteur(s) L'EQUIPEMENT DU NORD  
Date de publication 01/06/1976  
Source 06/1976.- 13 p+annexes, graph., tabl., cartes  
bibliographique  
Cote 19-327(6)

## ETUDES – ENVIRONNEMENT

Titre Recensement des Busards en période de reproduction dans la région  
Nord Pas-de-Calais - Bilan 2002  
Auteur(s) TOMBAL (Jean-Charles) ; GROUPE ORNITHOLOGIQUE ET  
NATURALISTE DU NORD-PAS-DE-CALAIS  
Date de publication 2003  
Edition GON. -Lille  
Type de document Monographie  
Format Papier ; Nb Pages : 15 p.  
Résumé Tabl. ; graph.  
Cote 7.3-218 [DRNPDC]; 7.3-218 [DRNPDC]  
Notice d'origine voir

Titre Les territoires de rapaces diurnes en période de reproduction dans la  
région Nord-Pas-de-Calais - Saison 2000, 2001, 2002  
Auteur(s) TOMBAL (Jean-Charles) ; GROUPE ORNITHOLOGIQUE ET  
NATURALISTE DU NORD-PAS-DE-CALAIS  
Date de publication 2003  
Edition GON. -Lille  
Type de Monographie

document

Format *Papier ; Nb Pages : 19 p.*

Résumé Tabl. ; carte

Cote 7.3-219 [DRNPDC]; 7.3-219 [DRNPDC]

Titre Programme STOC (Suivi dans le Temps des Oiseaux Communs nicheurs)  
- Bilan Nord Pas-de-Calais 2002

Auteur(s) TOMBAL (Jean-Charles) ; HAUBREUX (Daniel) ; GROUPE  
ORNITHOLOGIQUE ET NATURALISTE DU NORD-PAS-DE-CALAIS

Edition GON. -Lille

Type de document Monographie

Format *Papier ; Nb Pages : 18 p.*

Résumé Graph. ; cartes ; tabl.

Cote 7.3-212 [DRNPDC]; 7.3-212 [DRNPDC]

Notice d'origine voir

Titre Projets europe, Projets Nord-Pas-de-Calais

Edition CONSEIL REGIONAL NORD-PAS-DE-CALAIS. -

Type de document Document audio-visuel

Format *DVD ; Nb Pages : 1 DVD*

Résumé Ce dvd présente des projets qui ont pu être réalisés grâce à une partie du financement par des Fonds structurels tels que : la rénovation du musée du Cateau, le jardin Mosaïc, financement du Centre d'Expérimentation et de Valorisation des Produits de la mer...

Cote 9.7-148 [DRNPDC]

# Gestion et prévention des risques PORTER A CONNAISSANCE Commune de LE CATEAU-CAMBRESIS

Le porter à connaissance vise à fournir aux communes ou à leurs groupements les éléments nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière de document d'urbanisme. Il comprend donc un rappel des principes et des règles qui doivent guider la définition de leurs projets tels que les PLU. Il présente également les diverses données contribuant à identifier les risques affectant leur territoire.

Le présent document comporte en outre une annexe sur les responsabilités, qui est une aide à tout décideur pour positionner ses actions publiques et les justifier, pour prendre en compte les risques dans les programmes et les projets.

## 1. Obligations réglementaires

l'élaboration d'un PLU en tant que démarche de définition d'un projet de territoire est un moment fondamental pour :

- faire un point précis sur les risques auxquels le territoire est exposé,
- définir les stratégies d'aménagement garantissant la sécurité des biens et des personnes,
- arrêter les dispositions réglementaires permettant de prévenir les risques ou d'en limiter les conséquences.

Le code de l'urbanisme dispose, en effet, dans son article L.121-1 :

*« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »*

En outre, l'article R.123-11b du code de l'urbanisme impose que le document graphique du règlement du PLU fasse apparaître les secteurs où l'existence des risques naturels justifie que soient interdites, ou soumises à prescriptions particulières, les constructions et installations de toute nature.

Le rapport de présentation et le règlement doivent eux aussi comporter certains éléments pour compléter le dispositif de prévention et d'information du public.

### ***Le rapport de présentation et les risques***

Le rapport de présentation du PLU doit exposer la situation du territoire au regard des risques, et à ce titre, fournir les indications sur l'importance et la fréquence du ou des risques existants, sur les dangers qu'ils représentent. Il doit également justifier les types de mesures édictées dans le règlement et destinées à réduire ou à supprimer les conséquences des risques.

Le rapport de présentation du PLU expose la méthode retenue par le bureau d'études chargé du PLU pour définir et qualifier les zones de risques connues ou suspectées (en justifiant le cas échéant les mesures qui lui ont permis d'affiner les données transmises par le présent porter à connaissance).

Dans le cadre de son élaboration, la réalisation d'un inventaire ou sa mise à jour est à porter au-delà de la synthèse des éléments actuellement connus (a minima : enquêtes bibliographiques, reconnaissance de terrain et enquêtes orales) et transmis notamment dans le cadre du porter à connaissance.

Le rapport de présentation motive le parti d'aménagement dans sa composante « prise en compte du risque ».

Même si le PLU autorise certaines constructions, il rappelle qu'il est possible de refuser ou d'octroyer sous condition un permis de construire dans le cas de la découverte d'un nouvel indice, en application de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme.

### **Le règlement et les risques**

Le document graphique du règlement reporte les périmètres de risque en application de l'article R. 123-11b, soit par un tramage spécifique indépendant du zonage d'urbanisme, soit par un secteur de zone reprenant le parti d'aménagement retenu (secteur indicé U, AU, A ou N)

#### Art. R123-11 b :

*« les documents graphiques du règlement font, en outre, apparaître s'il y a lieu (...) les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, tels qu'inondations, incendies de forêt, érosion, affaissements, éboulements, avalanches, ou de risques technologiques justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toutes nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols (...) »*

Les secteurs délimités doivent s'appuyer sur ceux établis dans le porter à connaissance, soit il s'agit de périmètres de risques résultant d'études spécifiques, auquel cas la délimitation réglementaire par le PLU doit être la plus fidèle possible, soit il s'agit d'observations de terrain sans caractérisation précise ou exhaustive qui constituent un faisceau d'indices conduisant à délimiter des secteurs nécessitant des règles de prévention.

Si la commune a depuis réalisé des investigations complémentaires lui ayant permis d'affiner sa connaissance du risque (conformément aux explications quant à la méthode et aux résultats établis dans le rapport de présentation), elle fait évoluer ce périmètre en fonction du résultat de ces études.

Le règlement fixe les prescriptions réglementaires associées. Indépendamment de la représentation graphique retenue (zonage ou tramage), les dispositions réglementaires seront à formaliser pour la prise en compte spécifique des risques concernant le territoire. L'existence de risques naturels prévisibles peut conduire, soit à interdire, soit à n'admettre que sous certaines conditions un certain nombre d'occupations ou d'utilisations des sols. La possibilité d'urbaniser ces territoires et les caractéristiques de l'urbanisation future doivent s'apprécier en fonction :

- des caractéristiques du risque encouru (fréquence, nature, intensité...),
- des risques induits par les constructions en fonction de leur situation, de leur densité, de leur nature,
- du rôle joué par le terrain dans la manifestation du risque (élément générateur, aggravant ou subissant le risque).

Dans les zones où le parti d'aménagement le permet, sont à autoriser :

- les voiries et équipements liés, dès lors qu'ils n'aggravent pas les risques,
- les ouvrages techniques divers nécessaires au fonctionnement des services publics, répondant aux besoins de la zone ou de portée plus générale.

Il convient aussi d'autoriser les aménagements ayant pour objet de vérifier ou réduire les risques. Les prescriptions visant à subordonner la délivrance d'autorisations d'urbanisme à la réalisation d'une étude par le pétitionnaire sont à proscrire.

L'ensemble des éléments relatifs aux risques inscrits dans les documents d'urbanisme vise également à répondre à l'article L 125-2 du code de l'Environnement qui dispose que : « Le citoyen a un droit à une information sur les risques majeurs auxquels il est soumis sur tout ou partie du territoire qui le concerne, ainsi que sur les mesures de sauvegarde qui le concernent ».

D'autre part, l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la Loi n°2010-778 du 12 juillet 2010 - art. 240 précise :

*Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :*

*1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*

*2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*

*3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*

*4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.*

En complément à l'information portée par le document d'urbanisme, la collectivité peut élaborer son Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM). Il s'agit d'un document réalisé par le maire dans le but d'informer les habitants de sa commune sur les risques naturels et technologiques qui les concerne, sur les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mise en œuvre ainsi que sur les moyens d'alerte en cas de survenance d'un risque. Il vise aussi à indiquer les consignes de sécurité individuelles à respecter, consignes qui font également l'objet d'une campagne d'affichage, organisée par le maire et à laquelle sont associés les propriétaires de certains bâtiments (locaux à usage d'habitation regroupant plus de quinze logements par exemple). L'ensemble des dispositions réglementaires concernant le DICRIM est aujourd'hui codifié au Code de l'Environnement (CE), articles R125-9 à R125-14. Elles sont complétées par le décret n°2005-233 du 14 mars 2005 relatif à l'établissement des repères de crues et par le décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde.

L'article R125-10 du CE nous donne la liste des communes qui doivent réaliser leur DICRIM et leur campagne d'affichage des consignes de sécurité. Il s'agit des communes :

- où existe un Plan Particulier d'Intervention,
- où existe un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles ou un des documents valant PPR en application de l'article L562-6 du CE,
- où existe un Plan de Prévention des Risques miniers,

- situées dans les zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 définies à l'article R563-4 du Code de l'Environnement
- particulièrement exposées à un risque d'éruption volcanique et figurant à ce titre sur une liste établie par décret,
- situées dans les régions ou départements mentionnés à l'article L. 321-6 du code forestier et figurant, en raison des risques d'incendies de forêt, sur une liste établie par arrêté préfectoral.
- Situées dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, en ce qui concerne le risque cyclonique,
- inscrites par le préfet sur la liste des communes concernées par la présence de cavités souterraines et de marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol,
- désignées par arrêté préfectoral en raison de leur exposition à un risque majeur particulier.

Selon une circulaire du Ministère en charge de l'environnement du 20 juin 2005, environ 15 000 communes sont concernées par l'obligation de réaliser un DICRIM. Cependant sur l'initiative du maire et dans le cadre de ses pouvoirs de police, un DICRIM peut être réalisé dans une commune qui n'est pas forcément soumise à cette obligation réglementaire.

La réglementation impose au maire de faire connaître au public l'existence du DiCRIM par un avis affiché à la mairie pendant deux mois au moins et précise qu'il est consultable sans frais à la mairie.

La circulaire DPPR/SDPRM n° 9265 du 21 avril 1994 indiquait que le maire devait élaborer un plan de communication et que le DICRIM devait être adressé aux principaux acteurs du risque majeur de la commune. Elle précisait aussi que « *sans campagne locale d'information, il serait illusoire d'espérer que le seul dépôt des dossiers en mairie permette d'informer correctement les citoyens, et que l'affichage soit réalisé* ». Ces recommandations n'ont pas été reprises dans la circulaire DPPR/SDPRM du 20 juin 2005 qui a abrogé la circulaire du 21 avril 1994.

On ne peut cependant que recommander aux maires de diffuser largement le DICRIM auprès des habitants de leur commune, sans qu'ils aient à en faire la demande.

## 2. Les données communiquées au titre du porter à connaissance

*(Circulaire n°83-51 du 27 Juillet 1983 concernant la mise en œuvre de l'article 74 de la loi du 07 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences – loi de décentralisation).*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi de décentralisation, l'obligation est faite au préfet de porter à connaissance, en particulier les risques, dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme (SCOT, PLU, ZAC) ainsi que les servitudes imposées par ces risques.

La connaissance de l'existence d'un risque avéré, découvert ou non par une étude, même non encore sanctionné par un acte réglementaire, doit donc être « porté à connaissance ».

Le porter à connaissance constitue donc un état des connaissances à disposition de l'Etat en un instant donné. Il n'est pas exhaustif et n'exonère pas la collectivité de le compléter des éléments de connaissance sur les risques en sa possession ou de proposer de les affiner dès lors qu'elles n'ont pas de portée réglementaire en tant que servitudes d'utilité publique (PPR, ou servitudes de « sur-inondation » ou de « mobilité » ou PIG).

## 3 - Etat des risques

Compte tenu de l'état des connaissances à ce jour, la commune de Le Cateau-Cambrésis est vulnérable aux risques identifiés suivants .

## RISQUES NATURELS :

### 1 - Arrêtés de catastrophes naturelles

Aux termes des dispositions de l'article 1er de la loi du 13 juillet 1982 modifiée et codifiée, sont considérés comme les effets des catastrophes naturelles, « les dommages naturels directs non assurables ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ».

Aux termes de l'article L 125-1 du Code des Assurances, « l'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté interministériel qui détermine les zones et les périodes où s'est située la catastrophe ainsi que la nature des dommages résultant de celle-ci ».

Lorsque survient un événement calamiteux ayant le caractère de catastrophe naturelle, il appartient aux collectivités de transmettre au préfet, l'ensemble des éléments d'information nécessaires et d'adresser un rapport au ministère de l'intérieur, pour être ensuite transmis, pour avis à une commission interministérielle composée d'un représentant du ministère de l'intérieur, d'un représentant du ministère de l'économie et des finances, d'un représentant du budget, et d'un représentant de l'environnement. La commission émet un avis sur le dossier et propose, le cas échéant que soit constaté l'état de catastrophe naturelle.

Depuis 1982, date de mise en vigueur du texte de loi, la commune de Le Cateau-Cambrésis a connu deux arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles, dont celui de 1999 qui est un arrêté particulier puisqu'il a été pris à l'échelle nationale après le passage de la tempête sur le territoire français.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Date de l'arrêté	JO du
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/1996	31/12/1996	05/07/2001	18/07/2001
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

### 2 - Phénomènes d'inondation

La commune entre dans le périmètre du futur PPRI de la Selle dont l'aléa de référence a été présenté aux membres du Comité de concertation le 21 mai 2013.

Dans le cadre de la concertation, a été initiée une étude fine de la topographie et de l'hydraulique locale pour définir plus précisément les aléas. Les résultats de ces études ont ainsi pu modifier les derniers aléas portés à la connaissance de la collectivité, et qui étaient ceux de l'Atlas Régional des Zones Inondables (ARZI).

Il convient de prendre sur les secteurs réputés inondables par les études en cours, le maximum de précaution pour ne pas exposer de nouveaux biens et de nouvelles personnes aux phénomènes plus importants. Les évolutions des aléas induites par la mise en œuvre du PPRI de La Selle doivent amener la collectivité à une attention toute particulière car elles peuvent remettre en question un certain nombre d'orientations d'urbanisme qui ont pu être établies en leur temps sur la base des aléas de l'ARZI. Les évolutions peuvent ainsi rendre constructibles des secteurs qui ne l'étaient pas au regard des aléas ARZI mais également, à l'inverse, inscrire en zone d'aléa fort des secteurs qui ne l'étaient pas jusqu'aux études.

Si le PLU est approuvé avant le PPR, il reprendra les aléas issus des études menées et le règlement devra associer les prescriptions et recommandations adaptées.

Si le PPR est approuvé avant le PLU, il sera annexé à ce titre au PLU dont bien sûr il doit influencer le parti d'aménagement. Néanmoins, il n'est pas souhaitable que le PLU mentionne explicitement le PPR pour justifier les secteurs de risques ; en effet si le PPR venait à être annulé, le PLU en serait fragilisé juridiquement. Le rapport de présentation mettra donc à profit les données disponibles grâce au plan de prévention, sans motiver les zones de risques par la présence de ce dernier mais par les objectifs de prévention issus des études menées dans le cadre du PPR.

Une caractérisation des risques naturels sur le Cambrésis a été réalisée et la monographie communale de Le Cateau Cambrésis identifie de nombreux axes d'écoulement prioritaires (talwegs). Le Porter à Connaissance a été transmis aux Collectivités le 24 septembre 2013. Ce document invitait les élus à utiliser ces informations nouvelles, notamment par le recours à l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme.

La collectivité peut compléter le présent document des éléments en sa possession sur ces événements ou proposer d'affiner la connaissance du risque auquel son territoire est exposé. L'article R.123-11b du code de l'urbanisme impose en effet que le document graphique du règlement du PLU fasse apparaître les secteurs où l'existence des risques naturels justifie que soient interdites, ou soumises à prescriptions particulières, les constructions et installations de toute nature. Le rapport de présentation justifiera les types de mesures destinées à réduire ou à supprimer les conséquences des risques.

En ce qui concerne l'assainissement eaux pluviales, nous recommandons à la municipalité, si ce n'est déjà fait, d'établir un plan de zonage. Le zonage pluvial s'appuie sur l'article 35 de la loi n° 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 qui a modifié l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et ainsi institué un cadre pour la mise en œuvre d'une urbanisation intégrant les problèmes d'assainissement et/ou la limitation des débits et de leur conséquences dommageables. Le PLU peut délimiter les zones qui en découlent (*article L.123-1 du Code de l'Urbanisme*).

Le zonage pluvial est une phase essentielle dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des eaux pluviales. Ce document permet d'intervenir tant au niveau de la zone urbaine déjà desservie par un réseau collectif que sur l'urbanisation future et même les zones agricoles.

La susceptibilité au phénomène remontées de nappes phréatiques sur la commune est considérée comme faible et moyenne sur la majorité du territoire, elle est considérée comme forte et sub-affleurante le long des cours d'eau la Selle, le Tupigny, la Riviératte des Essars, le Ravin de Beaudivat et en bordure communale Est le ruisseau de Richemont. La carte de ce risque est également consultable sur la monographie communale transmise en Mairie. Une carte des remontées de nappes réalisée par le BRGM est consultable sur <http://www.inondationsnappes.fr>

Cette carte établit, de manière relativement précise, selon les altitudes moyennes de la nappe et la topographie locale du territoire, les susceptibilités variables des secteurs à la remontée de nappes. Les susceptibilités les plus faibles tendent à « garantir » la profondeur de la nappe (et ainsi un minimum d'interactions avec les projets en surface) alors que les plus élevées tendront à délimiter les zones où les remontées de nappes risquent d'être les plus conséquentes (jusqu'à sub-affleurer) et où un certain nombre de prescriptions ou d'orientations d'urbanisme pourront limiter les effets sur les projets. On visera par exemple à limiter la construction dans les zones où la nappe sera sub-affleurante (ou à prévoir des surélévations suffisantes pour limiter les intrusions d'eau dans les bâtis ; on réglementera les caves et sous-sols pour limiter leur inondation...) et on interdira l'infiltration des eaux pluviales.

Nous n'avons pas connaissance d'ouvrages de défense (type digues...) dont la ruine pourrait entraîner l'intrusion d'eau sur des territoires aujourd'hui ainsi protégés. Il conviendra, dans le cas où de tels ouvrages devaient exister, que la collectivité les liste, identifie leurs propriétaires, les zones protégées et les conditions (occurrence de phénomènes, données hydrauliques et hydrologiques) pour lesquelles de telles défenses auront été établies.

### 3 – Phénomènes de Mouvement de terrain

Le territoire communal est concerné par la présence de zones exposées au risque d'effondrement des cavités souterraines. Les périmètres identifiés par le SDICS figurent sur la monographie communale transmise en Mairie.

Les documents d'urbanisme devront en faire état et les situer sur plan. Si ces cavités se situent en dehors des secteurs actuellement urbanisés, les dispositions réglementaires affectant leur périmètre devront être examinées au regard des contraintes d'organisation et de construction que ces cavités sont susceptibles de générer. Si des projets y sont envisagés, l'opportunité de leur urbanisation sous l'angle de la prévention des risques sera donc à justifier.

Enfin, la proximité de cavités pouvant s'effondrer doit conduire à recommander d'éviter, voire interdire dès lors que la présence de cavités devait être avérée, tout principe d'infiltration des eaux sur place (l'effet de l'eau pouvant induire une déstructuration accélérée des cavités).

Le PLU édictera des conditions particulières, même générales telle que : « Les constructions ou installations sont autorisées sous réserve de maîtriser le risque, notamment par la prise en compte de l'instabilité du sous-sol, par exemple au moyen de sondages et par la mise en œuvre de dispositions constructives, telles que le renforcement de la structure ».

La susceptibilité du territoire à la survenance du phénomène retrait-gonflement des sols argileux est considérée comme faible sur tout le territoire. La cartographie de cette susceptibilité figure sur la monographie communale transmise en Mairie. La charte de susceptibilité au phénomène établie par le Bureau de Recherches Archéologiques et Minières est disponible sur le site <http://www.prim.sei>

Dans les zones où l'aléa est qualifié de faible, la survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante mais ces désordres ne toucheront qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, avec par exemple des arbres proches ou une hétérogénéité du sous-sol).

Concernant la sismicité, il doit être fait application de l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal », c'est-à-dire les bâtiments, équipements et installations pour lesquels les conséquences d'un séisme demeurent circonscrites à leurs occupants et à leur voisinage immédiat.

La commune est classée en zone de sismicité 3 (aléa modéré). La cartographie figure sur la monographie communale transmise en Mairie. Des mesures préventives, notamment des règles de construction et d'aménagement sont à appliquer aux bâtiments selon leur catégorie d'importance.. Ces mesures sont à prendre en compte dans l'élaboration des documents d'urbanisme pour s'accorder avec la norme européenne « Eurocode 8 ». Lesdites techniques constructives peuvent être consultées sur le site <http://www.eurocode1.com/fr/eurocode8.html>

## RISQUES TECHNOLOGIQUES

Une canalisation de gaz enterrée gérée par GRT Gaz est présente sur le territoire.

Le Cateau Cambrésis n'est pas concerné par le risque SEVESO et n'est pas traversé par des installations surveillées par TRAPIL.

La commune est concernée par le risque de transport de matières dangereuses lié aux trafics ferroviaire et routier.

Elle est concernée par le risque engins de guerre. Les vestiges de guerre constituent dans le département du Nord, sinon un risque majeur, du moins une menace constante pour les populations susceptibles d'y être exposées. S'il est difficile de proposer une cartographie précise de ce risque dans le Département, les statistiques établies par le Service de Déminage d'Arras révèlent cependant des zones particulièrement sensibles et le secteur de Cambrai en fait partie. Une attention toute particulière sera apportée face à ce risque lors des travaux. Il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires en cas de découverte d'un engin de guerre.

## Risques nucléaires

Comme le rappelle le Dossier Départemental des Risques Majeurs, ce type de risque sur le département se limite à la CNPE de GRAVELINES. Dans les rayons rapprochés (5 à 10 km), un certain nombre d'actions sont entreprises, tant pour informer les populations, qu'organiser la gestion de crise (voir le DDRM). La commune de Le Cateau Cambrésis n'entre pas dans le périmètre de ces rayons rapprochés.

## Les responsabilités

### La responsabilité administrative

En matière de sécurité civile, le code général des collectivités territoriales fait obligation au maire de prévenir les accidents naturels et autres fléaux calamiteux (article L.2212-2 5°) et de prendre en cas de danger grave ou imminent, les mesures exigées par les circonstances (article L.2212-4).

#### Article L2212-2 :

La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment :

[...]

5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pouvoir d'urgences à toutes les mesures d'assurances et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure.

La responsabilité de la commune peut être engagée lorsqu'une faute est commise dans l'exercice de ces activités de police générale. Ce sera en principe sur la base d'une « faute simple » (dysfonctionnement, mauvaise appréciation de la situation...) pour les mesures de prévention et sur la base d'une « faute lourde » (ou faute d'une exceptionnelle gravité) pour les mesures prises en situation d'urgence.

En matière d'urbanisme, les documents de planification (SCOT, PLU et cartes communales) doivent déterminer : « les conditions permettant d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles » (article L 121-1 du code de l'urbanisme).

Ainsi la responsabilité de l'autorité compétente en la matière peut être engagée dans l'hypothèse d'un sinistre survenu dans un secteur classé à tort en zone constructible.

De même il y a obligation de prendre en compte les risques naturels, technologiques ou miniers lors de l'instruction des autorisations d'utilisation du sol (voir chapitres précédents). La responsabilité de la commune qui a délivré l'autorisation sera engagée si la connaissance qu'elle avait des risques était suffisante pour justifier d'un refus, ou assortir l'autorisation de prescription spéciale.

### La responsabilité pénale

La responsabilité peut être recherchée devant les juridictions répressives pour des actes qui revêtent le caractère d'une infraction, c'est à dire pour lesquels la loi prévoit une peine. Il peut y avoir délit même pour des faits non intentionnels.

La personne qui n'a pas causé directement le dommage mais qui a créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage, ou qui n'a pas pris les mesures permettant de l'éviter, est responsable pénalement s'il est établi qu'elle a violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement. Il en est de même s'il est établi que cette personne a commis une faute caractérisée qui expose autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elle ne pouvait ignorer.

#### Article 121-3 du code pénal :

Il n'y a point de crime ou de délit sans intention de le commettre.

Toutefois, lorsque la loi le prévoit, il y a délit en cas de mise en danger délibérée de la personne d'autrui.

Il y a également délit, lorsque la loi le prévoit, en cas de faute d'imprudence, de négligence ou de manquement à une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, s'il est établi que l'auteur des faits n'a pas accompli les diligences normales compte tenu, le cas échéant, de la nature de ses missions ou de ses fonctions, de ses compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont il dispose.

Dans le cas prévu par l'alinéa qui précède, les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage, mais qui ont créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage, ou qui n'a pas pris les mesures permettant de l'éviter, est responsable pénalement s'il est établi qu'elle a violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elle ne pouvait ignorer. Il n'y a pas de contravention en cas de force majeure.

C'est ce comportement fautif qui constitue l'élément moral du délit d'homicide involontaire ou de blessure involontaire (article 221-6 et 222-19 du code pénal).

#### Article 221-6 :

Le fait de causer, dans les conditions et selon les distinctions prévues à l'article 121-3, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement, la mort d'autrui constitue un homicide involontaire puni de trois ans d'emprisonnement et de 45.000€ d'amende.

En cas de violation manifestement délibérée, d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement, les peines encourues sont portées à cinq ans d'emprisonnement et à 75.000€ d'amende.

Article 222-19 :

Le fait de causer à autrui, dans les conditions et selon les distinctions prévues à l'article 121-3, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement, une incapacité totale de travail pendant plus de trois mois est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30.000€ d'amende.

En cas de manifestation délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement, les peines encourues sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45.000€ d'amende.


Le maire ne peut être condamné pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de ses fonctions que s'il est établi qu'il n'a pas accompli les diligences normales compte tenu de ses compétences, du pouvoir et de ses moyens dont il dispose ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi lui confie (article L.2123-34 du code général des collectivités territoriales).

Article L.2123-34 :

Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa de l'article 121-3 du code pénal, le maire ou un élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation ne peut être condamné sur le fondement du troisième alinéa de ce même article pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de ses fonctions que s'il est établi qu'il n'a pas accompli les diligences normales compte tenu de ses compétences, du pouvoir et des moyens dont il disposait ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi lui confie.

En matière d'activités de police générale, dont relève la prévention des risques naturels, c'est la responsabilité pénale du maire, personne physique, qui est mise en jeu et non celle de la commune, personne morale.

Le Responsable du SSRC

  
François BUGUEL

**PORTER A CONNAISSANCE**  
**SECURITE ROUTIERE**  
**Commune de LE CATEAU CAMBRESIS**

## **Le Porter A Connaissance (PAC)**

(Circulaire n°83-51 du 27 juillet 1983 concernant la mise en œuvre de l'article 74 de la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences - loi de décentralisation).

Depuis l'entrée en vigueur de la loi de décentralisation, l'obligation est faite au préfet de porter à connaissance, en particulier les risques, dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme (SCOT, PLU, ZAC.) ainsi que les servitudes imposées par ces risques.

La connaissance de l'existence d'un risque avéré, découvert ou non par une étude, non sanctionné par un acte réglementaire doit donc être "portée à connaissance".

Cette obligation d'information a historiquement pris la forme d'un dossier que la pratique a consacré sous le terme de Porter à Connaissance couramment dénommé PAC. Concrètement, la réalisation du PAC est à la charge de la direction départementale des territoires et de la mer qui s'appuie sur un réseau de services associés qu'elle mobilise à travers un ensemble de consultations préparatoires à l'envoi du document.

Le maire a alors la responsabilité de la prise en compte des éléments portés à sa connaissance, dans les différents documents d'urbanisme qu'il a la responsabilité d'établir tels le PLU.

Les informations qui se trouvent dans le présent document ont pour objectif de "porter à la connaissance" de la collectivité les données d'accidentologie afin de donner une vision factuelle des accidents survenus sur le territoire communal lors des cinq dernières années, et qu'ainsi le "risque routier" soit pris en compte dans les projets de développement.

Ces données pourront être à la genèse d'une étude plus approfondie sur les enjeux propres à la commune, afin d'obtenir un diagnostic de l'espace urbain, préalable nécessaire à l'établissement d'un plan d'actions dirigées sur l'amélioration de la sécurité sur le réseau existant ou futur.

## Éléments liminaires

### Un accident corporel de la circulation routière :

- provoque au moins une victime (personne décédée ou nécessitant des soins médicaux),
- survient sur une voie ouverte à la circulation publique,
- implique au moins un véhicule,
- en excluant les actes volontaires (homicides volontaires, suicides) et les catastrophes naturelles.

Sont donc exclus tous les accidents matériels ainsi que les accidents corporels qui se produisent sur une voie privée ou qui n'impliquent pas de véhicule.

Un accident corporel implique un certain nombre d'usagers. Parmi les impliqués, on distingue :

- les victimes : personnes impliquées, décédées ou ayant fait l'objet de soins médicaux,
- les indemnes : personnes impliquées non victimes.

Personnes tuées	Victimes décédées sur le coup ou dans les 30 jours qui suivent l'accident
Blessés hospitalisés	Victimes admises comme patients dans un hôpital plus de 24 heures
Blessés légers	Victimes ayant fait l'objet de soins médicaux non hospitalisés ou admises comme patients à l'hôpital moins de 24 heures
Sources	Les données proviennent de la base de données nationale des accidents corporels de la circulation routière (Base Concerto)
Période d'étude	2008-2012

## Sources

Les données proviennent de la base de données nationale des accidents corporels de la circulation routière (Base Concerto).

Tout accident corporel de la circulation routière connu des forces de l'ordre fait l'objet d'un BAAC (Bulletin d'Analyse d'Accident Corporel de la Circulation), rempli par le service de police ou de gendarmerie compétent (selon le site de

l'accident).

Véritable clé de voûte du système d'information de la sécurité routière, ce bulletin regroupe des informations très complètes, organisées en quatre grands chapitres : caractéristiques et lieux de l'accident, véhicules et usagers impliqués. Le BAAC porte le numéro de code de l'unité émettrice ainsi que le numéro de procès-verbal. La fiche BAAC est réputée anonyme, en ce qu'elle ne comporte ni les identités des personnes impliquées dans les accidents ni les immatriculations complètes des véhicules.

Un modèle de bulletin, comprenant l'ensemble des composantes renseigné par les forces de l'ordre, figure ci-après. Ce modèle provient du bilan annuel 2010, produit et édité par l'Observatoire National Interministériel de la Sécurité Routière.

Le fichier national des accidents corporels de la circulation routière est très utilisé, pour répondre à des demandes spécifiques locales ou non par le réseau scientifique et technique du MEDDE et au niveau local par les observatoires régionaux de sécurité routière (ORSR), situés dans les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), ainsi que les observatoires départementaux de sécurité routière (ODSR), situés dans les DDT des préfectures.

En application de la réglementation sur la statistique publique, ne sont rendus accessibles au grand public, aux médias ou aux tiers que des résultats agrégés à un niveau suffisant pour empêcher toute identification indirecte des personnes impliquées dans les accidents. N'ont accès à la base intégrale ou à des extraits intégraux de la base, administrée par l'ONISR, que des agents dûment habilités ou des organismes autorisés par voie de convention ad hoc, qu'ils soient gestionnaires de voirie ou qu'ils interviennent à des fins de recherche. Ces conventions les obligent aux mêmes précautions d'emploi et de divulgation, visant à préserver l'anonymat des personnes impliquées dans les accidents.

Tout prestataire ou tiers souhaitant approfondir la connaissance des accidents sur le territoire et disposer de données supplémentaires, issues du BAAC, n'apparaissant pas dans le présent document peuvent faire la demande auprès de l'Observatoire Départemental de Sécurité Routière du Nord, dont les coordonnées figurent ci-après. Ils seront soumis aux préconisations dictées par l'ONISR et évoquées au précédent paragraphe.

## Commune de Le Cateau Cambrésis - Bilan annuel

	Nb Accidents corporels	Nb Accidents mortels	Nb de pers. tuées	Nb de blessés	dont blessés hospitalisés
2008	3	2	2	3	1
2009	0	0	0	0	0
2010	3	0	0	3	3
2011	5	1	1	5	5
2012	6	2	2	7	7
Total	** Expression erronée **	** Expression erronée **	** Expression erronée **	** Expression erronée **	** Expression erronée **

## Arrondissement de CAMBRAI- Bilan annuel

	Nb Accidents corporels	Nb Accidents mortels	Nb de pers. tuées	Nb de blessés	dont blessés hospitalisés
2008	74	11	16	106	83
2009	58	5	6	69	53
2010	67	10	10	78	65
2011	52	9	9	58	44
2012	53	8	8	61	43
Total	** Expression erronée **	** Expression erronée **	** Expression erronée **	** Expression erronée **	** Expression erronée **

### Commune de Le Cateau Cambrésis - Intersection

	Nb accidents corporels	Part
En Intersection	2	11,80%
Hors Intersection	15	88,20%

### Commune de Le Cateau Cambrésis - Agglomération

	Nb accidents corporels	Part
En Agglo	9	52,90%
Hors Agglo	8	47,10%

### Commune de Le Cateau Cambrésis – Répartition par catégorie de véhicules

2008 - 2012	Accidents corporels (impliquant un)*	Nb de pers. tuées	Nb de blessés	dont blessés hospitalisés
Piéton	7	3	4	4
Cyclomotoriste	2	0	1	1
Motocycliste	4	1	4	4
Usager de véhicule léger	14	1	9	7
Poids Lourd	2	0	0	0
Total		** Expression erronée **	** Expression erronée **	** Expression erronée **

\* Un accident peut être comptabilisé plusieurs fois par le fait qu'un accident peut impliquer plusieurs véhicules différents

## Commune de Le Cateau Cambrésis – Liste détaillée

Caractéristiques					Lieu1		Lieu2		Véhicule 1	Véhicule 2	Véhicule 3	Récapitulatif		
Luminosité	Agglomération	Intersection	Conditions Atmosphériques	Adresse	Catégorie de route	Numéro de route	Catégorie de route	Numéro de route	Catégorie Administrative	Catégorie Administrative	Catégorie Administrative	Nb de pers. Tuées	Nb de Blessés Hospitalisés	Nb de Blessés Légers
Plein jour	Hors	Hors	Normales		RD	932			Véhicule de tourisme	Moto>125 cm3		0	1	0
Plein jour	<20M	Hors	Normales	AVE DU MARECHAL LECLERC	RD	643			Véhicule Utilitaire	Moto <125 cm3		0	1	0
Plein jour	Hors	X	Normales		RD	21	VC		Moto>125 cm3	Véhicule de tourisme		1	0	2
Nuit avec éclairage public allumé	Hors	Hors	Normales		RD	959			Véhicule Utilitaire			1	0	0
Plein jour	<20M	Hors	Eblouissement	RUE CHARLES SEYDOUX	RD	643			Véhicule de tourisme			0	1	0
Plein jour	Hors	Hors	Normales		RD	955			Scooter<=50 cm3	Véhicule de tourisme		0	1	0
Plein jour	Hors	Hors	Normales	ROUTE DEPARTEMENTALE	RD	643			Véhicule Utilitaire	Véhicule Utilitaire	Véhicule de tourisme	0	2	0
Nuit avec éclairage public allumé	<20M	Hors	Normales	RUE DU MARÉCHAL LECLERC	RD	643			Moto>125 cm3			0	1	0
Plein jour	<20M	Hors	Normales	4 RUE GAMBETTA	RD	643			Poids Lourd			1	0	0
Nuit sans éclairage public allumé	Hors	Hors	Normales		RD	643			Poids Lourd>7,5 T	Scooter>125 cm3		0	1	0
Nuit avec éclairage public allumé	<20M	Hors	Normales	RUE DU MARÉCHAL MORTIER	RD	12			Véhicule de tourisme			0	1	0
Nuit avec éclairage public allumé	<20M	Hors	Normales	117 RUE DE LANDRECIES	RD	643			Véhicule de tourisme			0	1	0
Nuit sans éclairage public allumé	Hors	Hors	Normales	RTE DE GUISE	RD	12			Véhicule de tourisme			0	1	0
Plein jour	<20M	Hors	Eblouissement	38 BOULEVARD PATURLE	VC	0			Véhicule de tourisme			0	1	0
Plein jour	<20M	Hors	Normales	78 RUE DE LA RÉPUBLIQUE	RD	21			Véhicule Utilitaire			0	1	0
Nuit sans éclairage public allumé	Hors	Hors	Normales	AV M LECLERS DE HAUTECL	RN	643			Véhicule de tourisme	Véhicule de tourisme		1	3	0
Nuit sans éclairage public allumé	<20M	Autr	Normales	AV M LECLERC DE HAUTECLO	RD	643			Véhicule de tourisme			1	0	0

## Identifiant

- Classe: 1<sup>re</sup> techniques

10

### 3. Methodologies

Allison

biochemical

Nº de processo-verbal (PV)

1-  
2-  
3-  
4-  
5-

1-  
2-  
3-  
4-Le  
Ge  
Re  
t-

5-  
3-  
2-  
3-  
4-

D  
-  
L  
C

N° du travail

1-  
2-

Pr  
1-  
2-  
3-  
4-

1-  
 2-  
 3-  
 4-

- 1.
- 2.
- 3.

Établi Par :

- 1-gendarmerie nationale
- 2-préfecture de police de Paris
- 3-compagnie républicaine de sécurité (CRS)
- 4-police des airs et des frontières (PAF)
- 5-sécurité publique

1-hors intersection  
En intersection ou à proximité immédiate  
2-en X  
3-en T  
4-en Y  
5-à plus de 4 branches  
6-giratoire  
7-place  
8-passage à niveau  
9-autre

Large (on wall) true-plum central rose has TPC

**Facteur lié au véhicule**  
 1-défectuosité mécanique  
 2-éclairage - signalisation  
 3-pneumatique(s) usé(s)  
 4-échatement de pneumatique(s)  
 5-chargeement  
 6-déplacement du véhicule  
 7-incendie du véhicule  
 8-autre

**Assurance**  
 1-cui  
 2-non  
 3-non présentation

**Facteur lié à l'usage**  
1-malaise - fatigue  
2-médicament - drogue  
3-hérédité  
4-anxiété non perturbée  
5-ivresse apparente

**Test d'alcoolémie**  
1-impossible  
2-refusé  
3-prise de sang  
4-éthylomètre  
5-résultat non connu  
6-dépistage négatif

**Test d'alcoolémie**

jour  
 mois  
 année  
 heure  
 minute

Code: n  
Categorie  
1-autor  
2-routa

**Voie**  
Compo  
numér  
2-bis c  
lettre

**Categori**  
01-bioy  
02-cycl  
03-avir  
33-mor

Letter  
Place  
2 you a  
1-00

Respon  
 0 : 3 : 1  
 Respon  
 1 : 2 : 1  
 Respon

- num
- adre
- can c
- aut n

1-plein jour  
2-crépuscule ou aube  
3-nuit sans éclairage public  
4-nuit avec éclairage public non allumé  
5-nuit avec éclairage public allumé

**Régime de circulation**

- 1-voies à sens unique
- 2-voies bidirectionnelles
- 3-voies à chaussées séparées
- 4-voies avec voies d'accrochage variables

**Nombre total de voies de circulation**

**Voies spéciales**

- 1-piste cyclable
- 2-bande cyclable
- 3-voies réservées

<b>Administrative</b>	<b>Lettre conventionnelle</b>
le	<b>Cadre noir</b>
leur > 30, Souche < 50 cm <sup>3</sup>	<b>Code de feux</b>
te, trier	1-véhicule en fuite
50 cm <sup>3</sup> < 125 cm <sup>3</sup>	2-conduite en fuite
> 50 cm <sup>3</sup> < 125 cm <sup>3</sup>	<b>Scas de circulation</b>
piette lourde > 125 cm <sup>3</sup>	1-PK ou P.R. croisant
> 125 cm <sup>3</sup>	2-PK ou P.R. décroisant
au < 50 cm <sup>3</sup>	<b>Département ou pays d'arrondissement</b>
au > 50 cm <sup>3</sup>	<b>Dale de 1<sup>re</sup> mise en circulation</b>
de la boussole (seul ou	mois
remarque ou remarque)	année
utilitaire seul	
PTAC = 2,5 t	
urid seul	
PTAC = 7,5 t	
urid seul (PTAC > 7,5 t)	
urid + remorque(s)	
recat seul	
urid + semi-remorque	

**ventilation du véhicule**

1-avant  
2-arrière  
3-avant  
4-avant en relief ou en creux

**Gravité**

1-avant  
2-avant (30 pour)  
3-avant  
4-avant

Le présumé  
 ar n'est pas présumé  
 le de l'accident  
 ar est présumé  
 le de l'accident

**Distance en mètres**  
— distance au numéro

**Libellé de la voie**

**Code RDVI**

2-en agglomération  
de 0 à 500 habitants  
de 501 à 2 000 habitants  
de 2 001 à 5 000 habitants  
de 5 001 à 20 000 habitants  
de 20 001 à 50 000 habitants  
de 50 001 à 100 000 habitants  
de 100 001 à 300 000 habitants  
plus de 300 000 habitants

**Profil en long**  
 1-plan  
 2-pente  
 3-sommet de côte  
 4-bas de côte

**Traçé en plan**  
 (sens du 1<sup>er</sup> véhicule décrit)  
 1-partie rectiligne  
 2-arc courbe à gauche  
 3-arc courbe à droite  
 4-arc S

**Point kilométrique ou repère**  
 (se désigne par rapport à "le nombre smont")  
 --1<sup>er</sup> de zone  
 --routage

**Appartenant à**  
1-conducteur  
2-véhicule volé  
3-propriétaire consentant  
4-administration  
5-entreprise

**Véhicule spécial**  
1-taxi  
2-ambulance  
3-pompier  
4-police — gendarmes  
5-transport scolaire  
6-matériaux dangereuses  
9-autre

**Catégorie socio-professionnelle**  
 1-conducteur professionnel  
 2-agriculteur  
 3-artisan, commerçant, profession indépendante  
 4-cadre supérieur, profession libérale, chef d'entreprise  
 5-cadre moyen, employé  
 6-ouvrier  
 7-retraité  
 8-chômeur  
 A-étudiant  
 9-autre

**Sexe**  
 1-masculin  
 2-féminin

Département ou pays de résidence  
Date de naissance  
mois  
année

4	7	1
5	8	6
3	9	2

4	7	1
5	8	6
3	9	2



#### Condition atmosphérique

- 1-normale
- 2-pluie légère
- 3-pluie forte
- 4-neige – grêle
- 5-brouillard – fumée
- 6-vent fort – tempête
- 7-temps éblouissant
- 8-temps couvert
- 9-autre

#### Type de collision

- Accident impliquant :
  - deux véhicules
    - 1-collision frontale
    - 2-collision par l'arrière
    - 3-collision par le côté
  - trois véhicules et plus
    - 4-collision en chaîne
    - 5-collisions multiples
  - 5-autre collision
  - 7-sans collision

#### Coordonnées géographiques

- Indicateur de provenance
  - latitude
  - longitude
- Adresse postale
  - numéro de la voie
  - nature de la voie
  - nom de la voie
- 1-ville de l'événement
- 2-jour de l'événement

#### État surface

- 1-normale
- 2-mouillée
- 3-faibles
- 4-inondées
- 5-ennegées
- 6-boue
- 7-verglacées
- 8-corps gras – huile
- 9-autre

#### Aménagement – infrastructure

- 1-sous-tramway – tunnel
- 2-pont – viaduc
- 3-traverse d'échangeur
- 4-voies ferrées
- 5-carrefour aménagé
- 6-zones piétonnes
- 7-zones de péage

#### Situation de l'accident

- 1-sur chaussée
- 2-sur bande d'arrêt d'urgence
- 3-sur accotement
- 4-sur trottoir
- 5-sur piste cyclable

#### Point école

- 03-à proximité d'un pont écolo
- 99-pass à proximité

#### Obstacle fixe hauteur

- 01-véhicule en stationnement
- 02-arbre
- 03-glissière métallique
- 04-glissière béton
- 05-autre glissière
- 06-bâtiment, mur, pile de pont
- 07-support signalisation verticale ou poste d'appel d'urgence
- 08-poteau
- 09-mobilier urbain
- 10-perçage
- 11-fût, refuge, borne haute
- 12-bordure de trottoir
- 13-fossé, talus, parcelle rocheuse
- 14-autre obstacle fixe sur chaussée
- 15-autre obstacle fixe sur trottoir ou accotement
- 16-accident de chaussée sans obstacle

#### Obstacle mobile hauteur

- 01-piéton
- 02-véhicule
- 03-véhicule sur rail
- 04-animal domestique
- 05-animal sauvage
- 06-autre
- Point de choc initial
  - 1-avant
  - 2-avant droit
  - 3-avant gauche
  - 4-arrière
  - 5-arrière droit
  - 6-arrière gauche
  - 7-côté droit
  - 8-côté gauche
  - 9-choix multiples (donneur)

#### Manceuvre principale avant l'accident

- 01-circulant sans changement de direction
- 02-circulant même sens, même file
- 03-circulant entre deux files
- 04-circulant en marche arrière
- 05-circulant à contresens
- 06-circulant en franchissant le terre-plein central
- 07-circulant dans le couloir de bus – dans le même sens
- 08-circulant dans le couloir de bus – dans le sens inverse
- 09-circulant en s'inclinant
- 10-circulant en faisant demi-tour sur la chaussée
- 11-changement de file à gauche
- 12-changement de file à droite
- 13-départ à gauche
- 14-départ à droite
- 15-tournant à gauche
- 16-tournant à droite
- 17-dépassant à gauche
- 18-dépassant à droite
- 19-traversant la chaussée
- 20-manceuvre de stationnement
- 21-manceuvre d'arrêt
- 22-croisement de ponts
- 23-arrêt (hors stationnement)
- 24-en stationnement (avec occupants)

#### Nombre d'occupants dans le T.O.

- Code CHIT
- type – inscrit sur la carte grise du véhicule

#### Permis de conduire

- 1-valable
- 2-pénalisé
- 3-suspendu
- 4-conduite en auto-école
- 5-categorie non valable
- 6-défaut de permis
- 7-conduite accompagnée
- 8-orientation du permis
- 9-autre

#### Trajet

- 1-domestique – travail
- 2-domestique – école
- 3-courtesy – achats
- 4-visite – professionnelle
- 5-courtesy – travail
- 6-autre

#### Infraction NATIF

- 1<sup>re</sup> infraction
- 2<sup>nd</sup> infraction
- Existence d'un équipement de sécurité
  - 1-casque
  - 2-casque
  - 3-dispositif enfant
  - 4-équipement réfléchissant
  - 5-autre

#### Utilisation d'un équipement de sécurité

- 1-oui
- 2-non
- 3-non déterminable

#### Localisation du piéton

- Sur chaussée
  - 1-à + 50 m du passage piéton
  - 2-à – 50 m du passage piéton
- Sur passage piéton
  - 3-sans signalisation lumineuse
  - 4-avec signalisation lumineuse
- Divers
  - 5-sur trottoir
  - 6-sur accotement ou BAU
  - 7-sur refuge
  - 8-sur contre allée
- Action du piéton
  - 1-sans véhicule hautant
  - 2-sans véhicule hautant
- Divers
  - 3-traversant
  - 4-traversant
  - 5-courant – courant
  - 6-avec un travail
  - 7-autre

#### Piéton

- 1-seul
- 2-accompagné
- 3-en groupe

#### Drogue par dépistage

- 1-non fait
- 2-impossible
- 3-refusé
- 4-négatif pour au moins un produit
- 5-négatif pour tous produits
- 6-résultat non connu (pour prise de sang)
- Dépistage par prise de sang
  - 1-non fait
  - 2-impossible
  - 3-refusé
  - 4-négatif pour au moins un produit
  - 5-négatif pour tous produits
  - 6-résultat non connu (pour prise de sang)

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Délégation territoriale  
du Douaisis et du Cambrésis

Cellule : Planification -  
Renouvellement Urbain

Nos réf. : AH/DL

Vos réf. :

Affaire suivie par : Arlette HOORNAERT

arlette.hoornaert@nord.gouv.fr

Tél. : 03 27 93 56 56 – Fax : 03 27 97 05 87

Courrier arrivé SUCT	
Le	04.03.2014
Pôle ADS	
Pôle AF et APP	
Pôle GVD	0
Contrôle	
Finances	
Suivi	
Autres	
Pour	
Pour	
Visa	PC

Douai, le 24 Février 2014

Note

à

Monsieur P. COPPIN  
Chef du Service SUCT

**Objet : Le Cateau-Cambrésis – Elaboration du PLU – Constitution du Porter à Connaissance (PAC)**

Suite à votre courrier du 9 janvier 2014 concernant la transmission des éléments qui doivent être portés à la connaissance de la commune, je vous informe qu'une étude est en cours concernant l'élaboration d'un Plan de Prévention de Risques Inondations (PPRI) prescrit le 19/06/2001 pour le bassin versant de la Selle, dont la commune de Le Cateau fait partie.

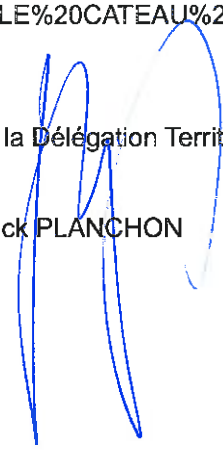
Vous trouverez ci-jointes les cartes de l'aléa débordement de la Selle qui sont à prendre en compte dans l'élaboration du PLU.

Elles sont également disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.nord.gouv.fr/content/download/12058/72680/file/LE%20CATEAU%20CAMBRESIS.pdf>

Le Chef de la Délégation Territoriale

Patrick PLANCHON



# Le Cateau-Cambresis



## Éléments généraux

Limites communales

Sâd

Lit mineur de la Selle et affluents

Parcellaire du cadastre

Voirie

Courbes de niveau (10 m)

Isocotes en m NGF (0,2 m)

Intensité de submersion	Profondeur de l'eau				
	Moins de 1,5 m	De 1,5 m à 2,5 m	De 2,5 m à 3,5 m	De 3,5 m à 4,5 m	Plus de 4,5 m
	Très faible	Faible	Moyenne	Élevée	Très élevée
	De 1,5 m à 2,5 m	De 2,5 m à 3,5 m	De 3,5 m à 4,5 m	De 4,5 m à 5,5 m	De 5,5 m à 6,5 m



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Système de coordonnées : Lambert 93 (RGF93)  
Projection : Lambert conforme conique  
Source : DGI-calculeur, 2011

75 0 75 150 m



### Le Cateau-Cambrésis



#### Éléments généraux

- Limites communales
- Bât
- Lit mineur de la Selle et affluents
- Parcellaire du cadastre
- Voirie
- Courbes de niveau (10 m)
- Isocotes en m IGF (0.2 m)

Hauteur de submersion	Supérieure à 1,5 m	
	De 1 m à 1,5 m	
	De 50 cm à 1 m	
	Inférieure à 50 cm	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Système de coordonnées : Lambert 93 (RGF93)  
Projection : Lambert conique conforme  
Source : DGI-cadastre 2012

75 0 75 150 m



Le Cateau-Cambresis



Éléments généraux

Limites communales

lit

Lit mineur de la Selle et affluents

Parcelaire du cadastre

Voirie

Courbes de niveau (10 m)

Vitesse d'écoulement	Inférieure à 0,2 m/s	
	De 0,2 m/s à 0,5 m/s	
	De 0,5 m/s à 1 m/s	
	Supérieure à 1 m/s	

Vitesse non caractérisable - Approche morphologique

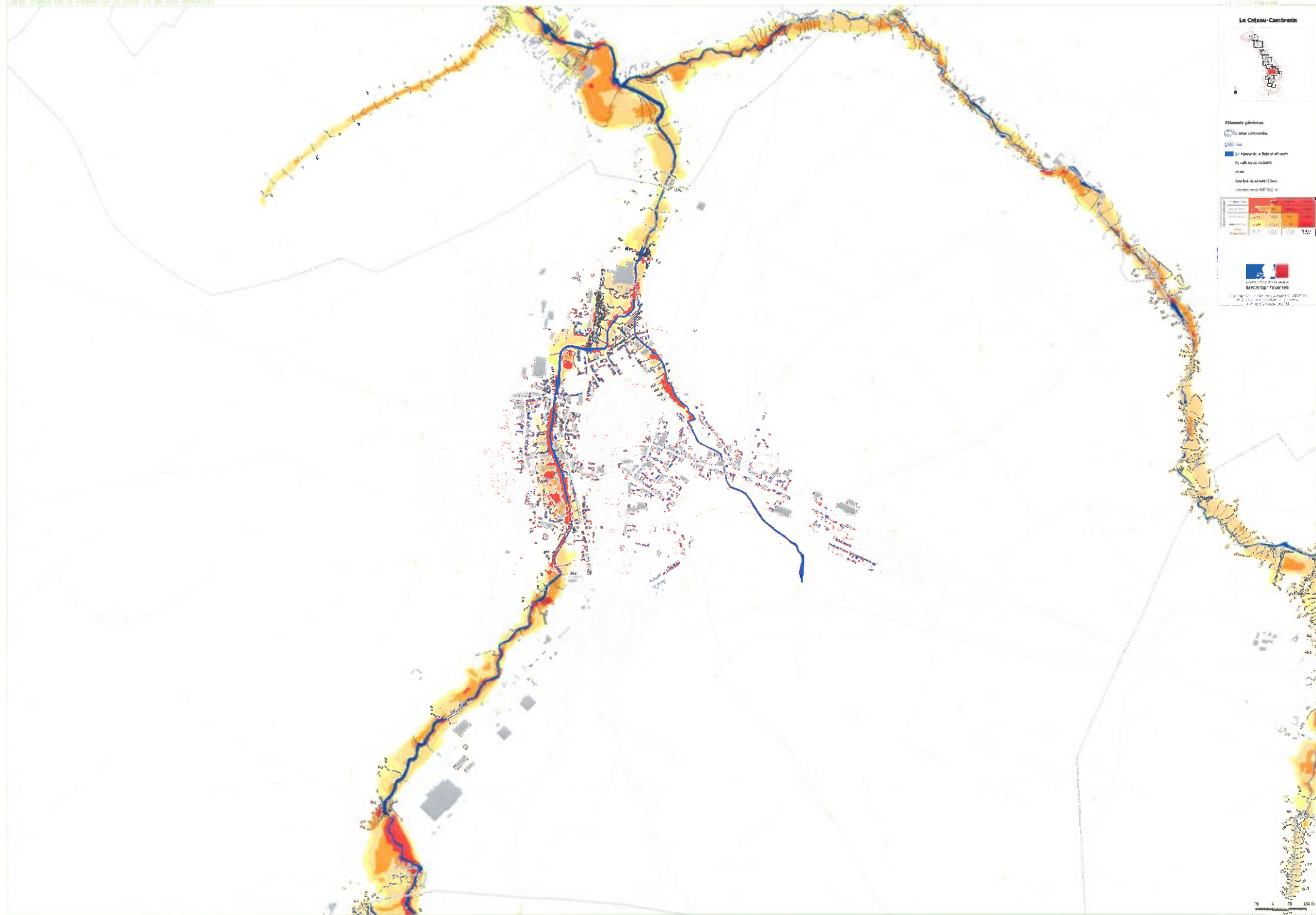


Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Système de coordonnées : Lambert 83 (RGF83)  
Projection : Lambert conique conforme  
Source : DGI-cadastre 2012

75 0 75 150 m





# La Seine-Cambrésis



## Éléments généraux

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

1000 m

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
ET DE L'ÉNERGIE

Direction générale de l'Aviation civile

Lesquin, le 20 janvier 2014

Direction de la sécurité de l'Aviation civile  
Direction de la sécurité de l'Aviation civile Nord  
Délégation Nord Pas de Calais

Le délégué

à

Nos réf. : DNPC/2014/01/0100  
Affaire suivie par : Laurence BERNARD  
Laurence.bernard@aviation-civile.gouv.fr  
Tél. : 03 20 16 18 08 - Fax : 03 20 16 18 17  
P.J. : demande d'association

DDTM  
Service urbanisme  
A l'attention de Madame KNOCKAERT  
62 boulevard de Belfort  
CS90007  
59042 LILLE CEDEX

**Objet :** Révision du PLU de la commune de LE CATEAU CAMBRESIS(59).

Madame,

En réponse au courrier cité en objet, j'ai l'honneur de vous faire part des remarques qu'attire ce dossier :

- La commune est concernée par les cercles de 24km de Cambrai-Niergnies et Cambrai-Epinoy. L'avis du ministère de la défense devra être sollicité,
- J'attire votre attention sur l'arrêté du 25 Juillet 1990 relatif aux constructions, ouvrages ou installations, situées en dehors des zones de servitudes aéronautiques associées aux aérodromes, et soumis à autorisation du Ministre chargé de l'Aviation Civile et du Ministre des Armées.

Compte tenu de ces éléments, et concernant les installations civiles relatives à mon domaine de compétence, je n'ai pas d'autres remarques particulières à vous formuler sur ce dossier.

Vous trouverez ci-joint l'imprimé de demande d'association dûment rempli.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Courrier arrivé SUCT	
Le 20 JAN 2014	
Pôle ADS	
Pôle GVD	
AST	
Sandrine TAQUIN	
Secrétariat	
Pierre COPPIN	
à donner	
à l'attention	

Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Nord  
Délégation Nord Pas de Calais  
Le Délégué

**R. LOURME**

Aéroport de Lille-Lesquin  
B.P. 429  
59814 LESQUIN CEDEX



**DIRECTION REGIONALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS DE LILLE**

5 rue de Courtrai  
59033 LILLE Cedex

Site Internet : [www.douane.finances.gouv.fr](http://www.douane.finances.gouv.fr)

Dossier suivi par : RIBEAUCOURT Patrice

Téléphone : 09 70 27 13 04

Télécopie : 03.28.36.36.78

Mél : [patrice.ribeaucourt@douane.finances.gouv.fr](mailto:patrice.ribeaucourt@douane.finances.gouv.fr)

Lille, le 20 janvier 2014

Monsieur le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer  
S.U.C.T./P.A.C.  
62 Boulevard de Belfort  
CS90007  
59019 LILLE Cedex

Réf : 14/1649

**Objet : Révision du plan local d'urbanisme – LE CATEAU-CAMBRESIS – Constitution du porter à connaissance et association.**

Comme suite à votre demande, je vous informe que les services de la Direction Régionale des Douanes de Lille n'émettent aucun commentaire particulier à la procédure visée en objet et ne souhaite pas y être associés.

Vous trouverez en pièce jointe, le coupon réponse dûment rempli.

Pour le Directeur Régional,  
Le secrétaire général

Patrice RIBEAUCOURT

Contrôle arrivé 21/01/14	
Le 24 JAN. 2014	
Pôle ADS	
Pôle GVD	0
AST	
Généraliste TRICLIN	
Secrétaire	
Pierre CORPIN	
A donner	
COR	

Courrier proposé par C. Gobled, le  
Courrier visé par E. Dufeu, le

23/1/2014  
69



Direction Territoriale  
Nord-Pas de Calais

Service  
Exploitation  
Maintenance  
Environnement

Cellule  
Urbanisme  
Environnement

Lille, le 24/1/2014

Monsieur le Directeur de la  
DDTM du Nord  
Service urbanisme et porteur à connaissance  
Cellule Gestion Valorisation de Données  
62, boulevard de Beiford  
CS 90007  
59042 Lille Cedex

Objet : PLU des communes d'Aubry du Hainaut-Vendegies au Bois - Le Cateau Cambrésis - Boeschepe  
Référence : vos courriers des 9 janvier 2014 - FD 140070 à 140073  
Affaire suivie par : C. Gobled - courrier n° 8  
tél. 03.20.00.50.54 - mail : [christian.gobled@vnf.fr](mailto:christian.gobled@vnf.fr)

P.J. : 4



Par courriers des 9 janvier, vous m'avez informé que les conseils municipaux de Aubry du Hainaut - Vendegies au Bois - Le Cateau Cambrésis et Boeschepe avaient décidé la révision de leur PLU.

Ces communes n'étant pas situées en bordure de la voie d'eau, je vous informe que ma direction territoriale n'a pas d'éléments à fournir dans le cadre des PAC et qu'elle ne souhaite pas être associée aux procédures.

Le Chef de service

C. Focret Plancke



Ensemble des activités, produits  
et services liés à la gestion et  
l'aménagement des terrains de  
dépot de sédiments de curage  
de VNF-DT Nord-Pas-de-Calais

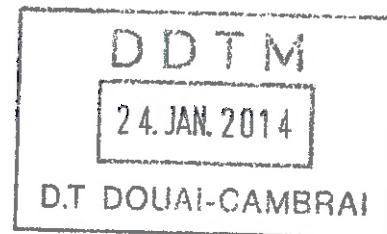
Copie : PAD

37, rue du Plat - BP 725 - 59034 Lille cedex  
T. +33 (0)3 20 15 49 70 F. +33 (0)3 20 15 49 71 [www.vnf.fr](http://www.vnf.fr)

Établissement public de l'État à caractère administratif,  
article L 4311-1 du code des transports TVA intracommunautaire FR 89 130 017 791  
SIRET 130 017 791 00026, Compte bancaire : DRFIP Nord Pas-de-Calais et du Nord  
N° 10071 59000 0000 1004016 82, IBAN FR78 1007 1590 0000 0010 0401 682, BIC: N°TRPUPRP1



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



D.D.T.M - P.R.U

28 JAN. 2014

ARRIVEE

Metz, le 20 JAN. 2014

N° 360 /DEF/EMSD Metz/DMS/BSI/SSE



Commandement de la  
région Terre Nord-Est,  
commandement des  
forces françaises et de  
l'élément civil stationnés  
en Allemagne.

Le général de corps d'armée Patrick RIBAYROL,  
gouverneur militaire de Metz,  
commandant de la région terre Nord-Est,  
commandant des forces françaises  
et de l'élément civil stationnés en Allemagne

à

Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord.

**OBJET** : Vendegies-au-Bois et Le Cateau Cambresis (59) – PLU.

**RÉFÉRENCES** : Deux lettres du 9 janvier 2014.

Par correspondances visées en référence, vous m'avez demandé de vous indiquer, afin de les porter à la connaissance des maires de Vendegies-au-Bois et Le Cateau Cambresis les éléments visés à l'article R 121-1 du code de l'urbanisme et autres informations relevant de ma compétence, utiles à la révision de leur plan local d'urbanisme.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aucun immeuble militaire n'est implanté sur ces bans communaux. Toutefois, ces derniers sont grevés par la servitude T7, rayon des 24 km, relative à l'aérodrome de Cambrai-Niergnies, créée par l'arrêté interministériel du 23 août 1973 et gérée par l'unité de soutien de l'infrastructure de la Lille – 20, rue du réduit – 59046 Lille cedex. Elle impose une altitude limite de 252 mètres NGF.

C'est pourquoi, je ne souhaite pas être associé aux réunions du groupe de travail en charge de la révision de ce document d'urbanisme, mais désire recevoir le projet arrêté, pour avis.

Par ordre,  
le lieutenant-colonel Emmanuel KAMMACHER  
chef de la division métiers du soutien

**COPIES :**  
COMBdD Lille  
USID Lille



# Recensement agricole 2010 - Fiche comparative 1988 - 2000 - 2010

Région : 31 - NORD - PAS-DE-CALAIS  
 Département : 59 - NORD  
 Canton : 17- LE CATEAU-CAMBRESIS  
 Commune : 136 - LE CATEAU-CAMBRESIS

Région agricole : 033 -HAINAULT  
 Zone défavorisée : 0- Hors Zone  
 Massif : 0- Hors Zone

## 1. Généralités

Population totale en 1990*	7 789	Superficie totale*	2724
en 1999*	7 688	Superficie agricole utilisée communale (7)	2260
en 2009*	7 185	Superficie agricole utilisée des exploitations (1)	1149

\* Source : INSEE, DGI

## 2. Taille moyenne des exploitations

	Exploitations			Superficie agricole utilisée moyenne (ha) (1)		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Grandes Exploitations			10			....
Moyennes exploitations	26	19	3	62	66	....
Petites exploitations	9	4	4	11	5	....

## 3. Superficies agricoles

	Exploitations			Superficie (ha) (1)		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Superficie agricole utilisée	35	23	17	1 702	1 276	1 149
Terres labourables	27	19	15	1 044	828	816
dont céréales	26	18	15	635	460	479
Superficie fourragère principale (3)	34	21	15	843	623	535
dont superficie toujours en herbe	34	21	15	646	448	332
Légumes frais	4	c	c	14	c	c

## 4. Cheptel (hors équidés)

	Exploitations			Effectif		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Total bovins	26	20	12	2 473	2 170	1 612
Total volailles	12	8	11	1 126	187	4 390
Total ovins	7	c	0	79	c	0
Total porcins	c	c	0	c	c	0

## 5. Moyens de production

	Exploitations			Superficie (ha) ou parc (en propriété et copropriété)		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Superficie en fermage	29	19	14	1 383	1 027	1 001
Superficie irriguée	0	c	c	0	c	c
Superficie drainée par drains enterrés	c	c	0	c	c	0

AGRESTE

## 6. Âge des chefs d'exploitation et des coexploitants

	Effectif		
	1988	2000	2010
Moins de 40 ans	17	7	4
40 à moins de 55 ans	15	15	10
55 ans et plus	13	6	3
Total	45	28	17

succession

sans objet

## 7. Population - Main d'œuvre

	Effectif ou UTA (4)		
	1988	2000	2010
Chefs et coexploitants à temps complet	35	24	13
UTA familiales (4)	60	36	23
UTA salariés (4) (6)	43	3	c
UTA totales (y c. ETA-CUMA) (4)	103	39	25

## 8. Statut

	Exploitations		
	1988	2000	2010
Exploitations individuelles	24	15	10
sociétés	...	....	7

## Précisions méthodologiques

(1) Les superficies renseignées ici sont celles des exploitations ayant leur siège sur la commune quelle que soit la localisation des parcelles. Elles ne peuvent être comparées à la superficie totale de cette commune.

(3) Somme des fourrages et des superficies toujours en herbe.

(4) Une unité de travail annuel (UTA) est la quantité de travail d'une personne à temps complet pendant une année.

(5) La population familiale active comprend toutes les personnes, membres de la famille du chef d'exploitation ou des coexploitants (y compris ceux-ci), travaillant sur l'exploitation.

(6) Il s'agit des salariés permanents et occasionnels n'appartenant pas à la famille du chef d'exploitation ou des coexploitants.

(7) Les superficies renseignées ici sont celles qui sont localisées sur la commune

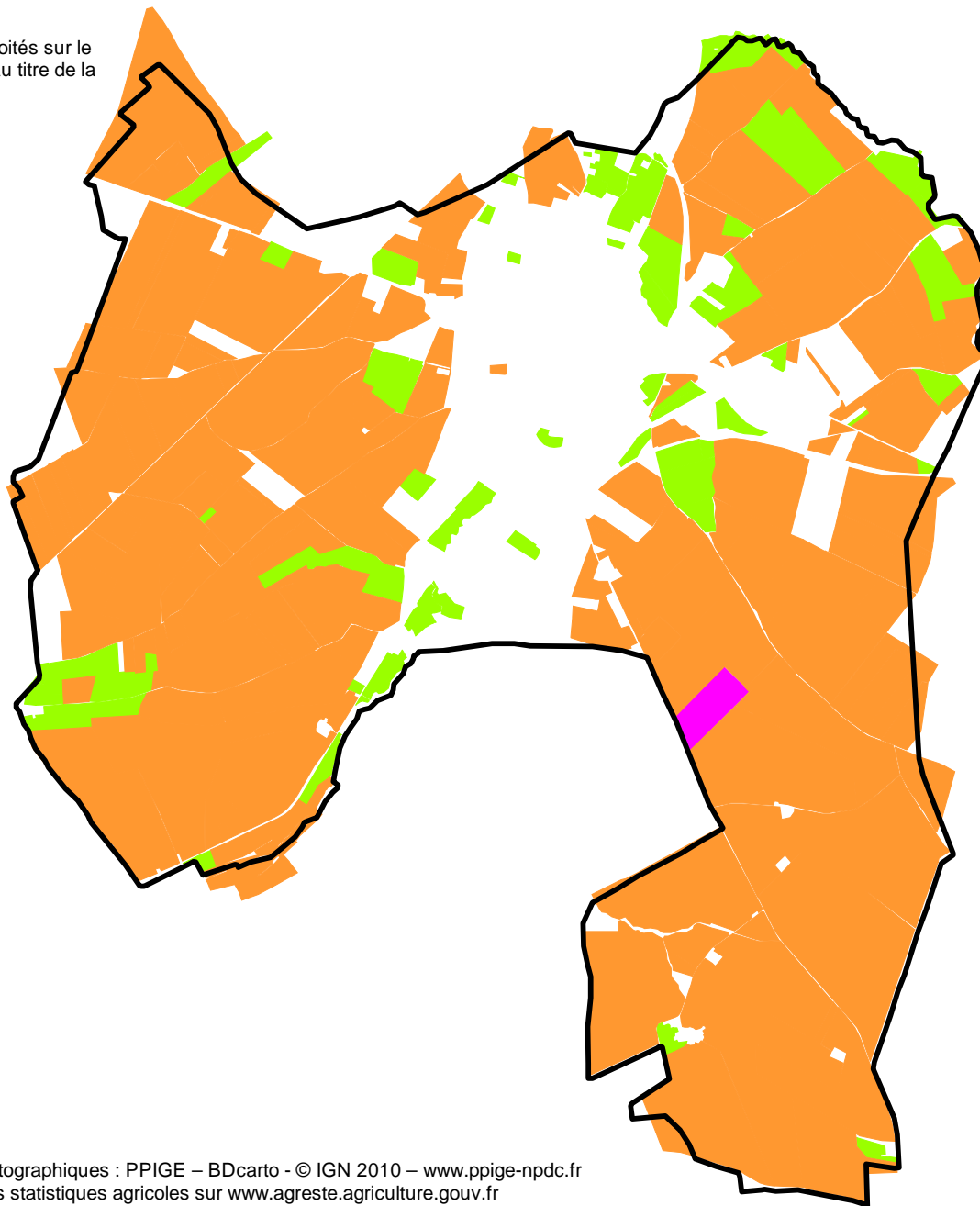
Signes conventionnels

... Résultat non disponible

c Résultat confidentiel non publié, par application de la loi sur le secret statistique

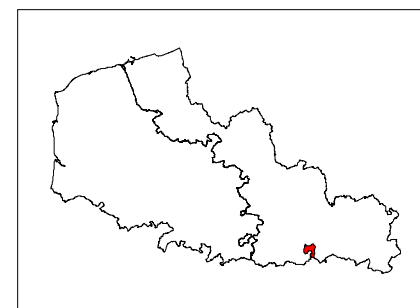
# Répartition des surfaces agricoles déclarées au titre de la PAC 2013(\*) sur la commune de LE CATEAU-CAMBRESIS

\* Ensemble des îlots agricoles exploités sur le territoire de la commune, déclarés au titre de la PAC 2013



-  Commune de le Cateau-Cambresis  
2 727 hectares
-  Dominance de terres agricoles cultivées  
1 825 ha soit 67 pour cent de la commune
-  Dominance de prairies  
293 ha soit 11 pour cent de la commune
-  Dominance de vergers, cultures légumières  
ou florales  
37 ha soit 1 pour cent de la commune

Libellé_groupe_culture	Pourcentage
BLE TENDRE	36
MAIS GRAIN ET ENSILAGE	14
ORGE	8
COLZA	10
FEVEROLES	1
PRAIRIES PERMANENTES	13
PRAIRIES TEMPORAIRES	1
BETTERAVES	11
POMME DE TERRE	2
AUTRES LEGUMES-FLEURS	2



0 1,000  
kilomètres

Données cartographiques : PPIGE – BDcarto - © IGN 2010 – [www.ppige-npdc.fr](http://www.ppige-npdc.fr)  
Retrouvez les statistiques agricoles sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Source : ASP / SSP / RPG2013  
Représentation par îlots

DRAAF Nord - Pas de Calais / SRISE / JPR / 10.06.2014